



L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION / JEUDI 28 DÉCEMBRE 2023 // N°715 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

OUSSAMA BOUCHEMAKH,
GÉOPOLITOLOGUE, À L'EXPRESS :

« L'ALGÉRIE
FAIT FACE À
UN TÉLESCOPAGE
DES INTÉRÊTS
DES PUISSANCES
AU SAHEL »

Lire en page 3



UN COMMUNIQUÉ DE L'ANP
L'ANNONCE :

**DEUX
TERRORISTES
ARRÊTÉS À BORDJ
BADJI MOKHTAR**

Lire en page 5



PERFORMANCES ÉCONOMIQUES
ET FINANCIÈRES EN 2023
**DES INDICATEURS
AU VERT
ET UNE RÉFORME
BANCAIRE EN
PERSPECTIVE**

Lire en page 6



RÉUNI HIER SOUS LA PRÉSIDENTENCE DE NADIR LARBAOUI

LE GOUVERNEMENT PROMET DE REMETTRE EN ORDRE LE SYSTÈME D'APPROVISIONNEMENT EN PRODUITS DE BASE

Lire en page 3



MASHHOUR ABDEL
HALIM, UN MEMBRE
DE SA DIRECTION
POLITIQUE, EN PARLE :
HAMAS
« REJETTE
L'INITIATIVE
ÉGYPTIENNE »

Lire en page 3



INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE :

LE MINISTÈRE ANNONCE UNE NOUVELLE PROCÉDURE D'OBTENTION D'AGRÈMENTS

Le Ministère de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique a annoncé, dans un communiqué publié hier, une instruction concernant les nouvelles procédures liées à la soumission de tous types des demandes d'agrèments d'un établissement de fabrication de produits pharmaceutiques.

"Dans le cadre de la numérisation des procédures administratives, le Ministère de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique informe l'ensemble des pharmaciens directeurs techniques des établissements pharmaceutiques de fabrication de la nouvelle procédure de dépôt des demandes



d'agrèments de tous types confondus", lit-on dans le communiqué du ministère.

Et d'ajouter : " A compter du 01 janvier 2024, toutes les demandes d'octroi d'agrèments mentionnés ci-dessus, doivent être effectuées

obligatoirement via la plateforme interactive « TABADOL-**تبادل** », conformément à la procédure détaillée dans le document joint à cette note. À cet effet, la note 010/MIP/DPDIPER/NOTE2021 ne sera plus en vigueur.

MASCARA : ARRESTATION DE 11 PERSONNES ET SAISIE DE PLUS DE 75 000 LITRES D'HUILE ALIMENTAIRE

A Mascara, les services de police ont saisi, au cours de la semaine précédente, 75 186 litres d'huile de table destinés à la spéculation. Au total, onze personnes ont été arrêtées, puis déférées devant le parquet compétent.

A la suite d'une investigation, les policiers ont réussi à localiser un atelier où ce réseau s'adonnait à son infraction favorite : acheter de l'huile alimentaire subventionnée en grandes quantités avant de la revendre à des prix exorbitants à des unités de production agroalimentaire basées à Alger. Les suspects ont été présentés devant le procureur de la République de Sig.

LA ROUTE TRANSSAHARIENNE AU CENTRE DES DISCUSSIONS ENTRE ATTAÏ ET SON HOMOLOGUE NIGÉRIEN



Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaï, a reçu, hier, le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Nigériens de l'étranger, Bakary Yaou Sangaré, actuellement en Algérie dans le cadre d'une visite de travail, indique un communiqué du ministère.

Les deux ministres se sont, longuement, entretenus sur l'évaluation des relations de coopération entre les

deux pays dans différents domaines, notamment la route transsaharienne, au regard de son rôle dans le désenclavement et le développement au Sahel.

Par ailleurs, les deux ministres ont passé en revue, ajoute la même source, les développements de la situation dans la région, notamment la crise au Niger, d'autant que le ministre nigérien a salué le rôle de l'Algérie dans le soutien à son pays pour sortir de la crise actuelle.

FRANCE

LE CONSEIL D'ÉTAT REJETTE LE POURVOI DE LA VILLE DE NICE POUR EXPULSER DES MIGRANTS AUTOUR D'UNE ÉGLISE

Nouveau revers pour la ville de Nice (Alpes-Maritimes) dans sa volonté d'expulser des migrants installés autour d'une église du centre-ville. En juillet dernier, le tribunal administratif niçois avait rejeté la requête en référé. La municipalité avait décidé dans la foulée de se pourvoir en cassation devant le Conseil d'État. Finalement en vain.

Le pourvoi n'a pas été admis, a notifié la décision du 22 décembre qu'a pu consulter Le

Figaro. Si le maire Christian Estrosi (Horizons) en prend acte, il compte poursuivre en reprenant les démarches engagées. L'édile a détaillé dans un communiqué saisir le juge du fond et mener un nouveau référé dit de «mesures utiles». «Nous ne lâcherons rien et continuerons de nous opposer à l'occupation sans droit ni titre des abords de l'église du Vœu», a-t-il juré.

Cette situation est bien connue dans la capitale azurée et dure depuis 2016. À la tom-

bée de la nuit, toute l'année, tous les jours, des migrants - originaires du Sénégal ou de la Côte d'Ivoire pour la majorité - viennent trouver refuge sur le parvis, les marches et devant l'entrée de l'église. Ils y ont installé des tentes dans lesquelles ils dorment, et aux alentours de la bâtisse traînent leurs effets personnels. La journée, ils quittent les lieux pour errer sur la promenade du Paillon, à proximité, avant de revenir le soir autour de la paroisse.

SIX VILLES FRANÇAISES VISÉES PAR DES ALERTES À LA BOMBE

Au moins six (6) villes françaises ont été visées, dans la matinée de ce mardi 26 décembre, par des alertes à la bombe et évacuées. Selon la ville d'Annecy, l'une des villes touchées, au moins cinq alertes ont été envoyées par la même adresse. Saint-Brieuc, Rouen, Nantes, Grenoble, Bastia et Annecy. Les mairies de ces six villes ont été visées, hier, 26 décembre au matin, par des alertes à la bombe, et évacuées.

"J'ai posé une bombe dans votre établissement, elle va exploser dans 60 à 120 minutes. Préparez-vous à évacuer tout le monde", a reçu par mail la mairie de Bastia, en Haute-Corse, qui a fait évacuer ses agents

municipaux, rapporte France Bleu RCFM. À Saint-Brieuc, dans les Côtes-d'Armor, la mairie a également été évacuée "vers 10 heures, pour une levée de doute d'alerte à la bombe, consécutive à la réception d'un mail", indique la ville sur son site, selon BFMTV. "Très rapidement, un périmètre de sécurité a été mis en place aux abords par les autorités", ajoute la mairie, qui précise qu'il a pu être levé vers 12h40, et les usagers accueillis de nouveau dès 13h30. Même scénario à Rouen, en Seine-Maritime, où l'hôtel de ville a dû être fermé au public plusieurs heures, après réception d'un mail suspect. À Nantes, ce sont les locaux

de la mairie, ainsi que ceux de la métropole qui ont été évacués, également ciblés par des courriels malveillants. Enfin, à Grenoble (Isère), la mairie a également reçu un message expliquant "qu'il y avait une bombe dans l'établissement", relate encore France Bleu Isère. Toutes les mairies ont pu rouvrir en fin de matinée ou début d'après-midi, et les agents municipaux ont pu regagner leur poste. D'après la mairie d'Annecy, citée par France Bleu Pays de Savoie, l'adresse de l'expéditeur de ces mails malveillants est la même que celle qui a visé les mairies de Saint-Brieuc, Rouen, Bastia ou encore Grenoble.

UN OBJET INCONNU ABATTU PRÈS D'UNE STATION BALNÉAIRE ÉGYPTIENNE

Un objet inconnu a été abattu à proximité de la station balnéaire égyptienne de Dahab, sur la mer Rouge, selon la chaîne de télévision Al Qahera News.

La défense aérienne égyptienne a abattu un objet volant non loin de la station balnéaire de Dahab, dans le gouvernorat du Sinaï Sud, a annoncé

ce mardi 26 décembre la chaîne de télévision Al Qahera News.

L'objet a été abattu à deux kilomètres de Dahab, précise la chaîne, se référant à des témoins oculaires qui affirment que des explosions ont été entendues dans le ciel de la localité.

Ces derniers mois, les médias égyptiens ont annoncé à plusieurs reprises

que la défense aérienne du pays avait abattu des objets volants à proximité des stations balnéaires de la péninsule du Sinaï, situées près de la frontière avec Israël.

Depuis le début des opérations militaires de Tel Aviv dans la bande de Gaza, le mouvement des houthis, dont la branche politique porte le

nom d'Ansarullah, a plusieurs fois déclaré avoir tiré des roquettes et lancé des drones sur la ville israélienne d'Eilat. Les Houthis ont en outre prévenu qu'ils allaient attaquer les bateaux liés à Israël, appelant les autres pays à ne pas s'en approcher et à rappeler leurs ressortissants faisant partie des équipages de tels navires.

L'EXPRESS

Quotidien national d'information
édité par la
SARL ADRA COM

Adresse : Maison de la
presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger
Tel/FAX Administration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:

ZAHIR MEHDAOUI

zahir.mehdaoui1969@gmail.com

Email:

redaction@express-dz.com

Site Web:

www.lexpressquotidien.dz

/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@expressquotidien.dz

Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

**«POUR VOTRE PUBLICITÉ
S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale
de communication d'Édition
et de Publicité» Agence
ANEP 01, Avenue Pasteur Alger**

Tel : 021 73 71 28 / 021 73 76 78
/ 021 74 99 81

Fax : 021 73 95 59

Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

RÉUNI HIER SOUS LA PRÉSIDENTE DE NADIR LARBAOUI

Le gouvernement promet de remettre en ordre le système d'approvisionnement en produits de base

Outre l'approvisionnement du marché en produits de première nécessité, l'accent a été mis sur la nécessité d'accélérer et d'étendre l'installation gratuite des détecteurs de monoxyde de carbone à tous les foyers pour prévenir les accidents domestiques, à l'origine de plusieurs décès, une opération dont Monsieur le président de la République avait ordonné le lancement lors de la réunion du Conseil des ministres du 24 janvier 2023.

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a présidé, hier, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen des mesures prises par les secteurs concernés pour assurer la disponibilité des produits de base dans les marchés et la sta-



bilité des prix en vue de protéger le pouvoir d'achat des citoyens. Selon le communiqué publié hier par les services du Premier ministre, Nadir Larbaoui a présidé une réunion du Gouvernement consacrée, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'examen des mesures

prises par les secteurs concernés pour assurer la disponibilité des produits de base dans les marchés et la stabilité des prix en vue de protéger le pouvoir d'achat des citoyens, et ce, suivant une approche économique participative formulée avec les différents représentants des organisations professionnelles concernées. Le Gouver-

nement a également examiné les propositions relatives à l'amélioration et à la rationalisation des œuvres universitaires en vue d'améliorer les conditions de résidence des étudiants, de promouvoir les différents services et de rationaliser les efforts de l'Etat en faveur de cette importante catégorie de la société, en application des instructions du président de la République. L'accent a en outre été mis sur la nécessité d'accélérer et d'étendre l'installation gratuite des détecteurs de monoxyde de carbone à tous les foyers pour prévenir les accidents domestiques, à l'origine de plusieurs décès, une opération dont Monsieur le président de la République avait ordonné le lancement lors de la réunion du Conseil des ministres du 24 janvier 2023. Le Gouvernement a enfin passé en revue les efforts déployés et les mesures prises pour prévenir la prolifération de la fièvre aphteuse.

I.Med/avec APS

OUSSAMA BOUCHEMAKH,
GÉOPOLITOLOGUE,
À L'EXPRESS :

« L'ALGÉRIE FAIT FACE À UN TÉLESCOPAGE DES INTÉRÊTS DES PUISSANCES AU SAHEL »



« Après le retrait de la France, de nouveaux acteurs ont pris racine dans l'espace sahélien, la Chine et la Russie entre autres, mais les Etats-Unis ne sont jamais loin, et observent le déroulé des événements avec attention.

« Des éléments essentiels sont à prendre en ligne de compte pour en apprécier les retombées. Si la présence de la Chine se déteint surtout sur le domaine économique et ses segmentations, celle des Russes se fait sentir sur le domaine militaire plus spécialement. Du Soudan au Mali, en passant par la Libye, la présence russe impose son tempo.

« A l'avenir, l'Afrique aura près de 2,5 milliards d'habitants et des ressources exceptionnelles, ce qui en fera un nouveau champ d'exploitation, et de ce fait, un nouveau champ de bataille pour la domination et la préservation des ressources et des voies de communication avec ces ressources.

« L'implication des Emirats depuis 2020 est un facteur de tension supplémentaire, car ce conglomérat d'emirats, comme on le sait, fait de l'or son commerce principal ; et après avoir été évincé - momentanément - du Soudan, il s'est déployé au Mali pour puiser l'or. Quand on sait quelles relations les Emirats entretiennent avec l'entité sioniste, on ne peut que rester vigilants quant aux menées souterraines qui se trament au Sahel.

« L'Algérie fait face au Sahel à un enchevêtrement d'intérêts des puissances qui tentent d'y poser pied, et cette présence des puissances pose un problème de sécurité, qui se reflète par la surmultiplication des groupes armés, lesquels posent un autre problème : qui les commande et qui les arme ? ».

Propos recueillis par F.O.

JEU DE PUISSANCE-JEU DE NUISANCE DANS LA BANDE SAHÉLIENNE

L'Algérie reprend la main au Sahel

Ceux qui pensaient en avoir fini avec l'Algérie dans la triple région maghrébo-saharo-sahélienne devraient revoir leurs copies, tant il est vrai que le jeu des puissances nuisibles a été trop évident et le silence de l'Algérie plus prononcé. Mais ce n'était là que round d'observation pour débusquer les lièvres et faire sortir le gibier du trou. Et finalement le gibier est sorti, ou plutôt les gibiers, qui sont maintenant identifiés un par un. Il fallait passer par cette étape pour séparer le bon grain de l'ivraie, et c'est chose faite.

Les événements qui ont secoué les pays du Sahel jusque-là ont obéi à une certaine logique pour opérer un « big reset » dans la région. L'Algérie avait été une cible indirecte. Comment ? En l'isolant dans son milieu naturel

afro-sahélien. L'argent était un levier important dans ces menées souterraines dont l'objectif, répétons-le, était d'isoler l'Algérie. La réunion quadripartite Maroc-Burkina-Mali-Niger avait pour objectif de permettre aux pays sahéliens enclavés au cœur du Sahel d'avoir un accès à la mer. On sait que l'opération communication n'avait pas pour but d'aller plus loin que parasiter le projet algérien du port de Hamdania, à Cherchell, puisque le Maroc est dans l'incapacité d'engager des gros investissements dans un port marocain ou même sur le littoral des terres sahraouies occupées illégalement. Pour Rabat cette menée de sous-sol permettait d'un, de bénéficier de l'appui de nouveaux adhérents au Plan d'autonomie concernant le Sahara occi-

dental, et de deux, de bénéficier d'investissements émiratis pour la construction du port. Mais est-ce suffisant pour le Maroc afin de garder la main sur un espace qui lui est étranger ? Non, largement insuffisant, car l'Algérie et le Maroc ne jouent pas dans la même division. C'est l'Algérie qui demeure l'acteur essentiel du Sahel de par sa position centrale à tous points de vue, tant politique, économique que géographique et stratégique. Le Maroc a d'autres problèmes à régler devant sa porte que d'essayer de trouver une issue de secours à d'autres pays en leur faisant une promesse qu'il ne saurait tenir. Les ouvertures sur mers sont des outils géostratégiques trop chers pour être mis en solde, et la guerre d'Ukraine dans son ensemble est une volonté russe de s'ouvrir

des accès vers la mer Noire.

La reprise des amitiés avec le Niger est en bonne voie, avec le Mali également, avec le Mali surtout, car on ne saurait insister sur la centralité de la place du Mali dans l'échiquier, et l'Algérie est dans cet espace, depuis la première grande rébellion de Hassan Fagaga, Ibrahim Ag Bahange et Hamata Ag Hantafaye, le médiateur unique et exclusif de la paix pour les Maliens.

De ce fait, après avoir constaté le jeu de nuisance, la batterie des outils algériens va se mettre en branle. Le jeu fourbe des mauvais acteurs et des mauvais scénarios n'a que trop duré. L'acteur principal de l'espace maghrébo-saharo-sahélien va prendre les choses en main.

Par Fayçal Oukaci

ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE REPRISE DES TRAVAUX EN PLÉNIÈRE ET PLACE AUX QUESTIONS ORALES

L'Assemblée populaire nationale (APN) reprendra ses travaux, aujourd'hui, par une séance plénière

consacrée aux questions orales adressées à des membres du Gouvernement, a indiqué mercredi un communiqué de la chambre basse du Parlement.

Les questions orales concernent les secteurs de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, de la Santé, des Transports, de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, et des Travaux publics et des Infrastructures de base, selon la même source.

I.Med

YAOU BAKARY SANGARÉ LE SOULIGNE : L'ALGÉRIE A TOUJOURS ÉTÉ DU CÔTÉ DU NIGER DURANT SES CRISES

Le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Nigériens à l'étranger, Yaou Bakary Sangaré, se félicite de la qualité des relations entre l'Algérie et son pays. A l'issue de sa rencontre, mardi, à Alger, avec Ahmed Attaf, le chef de la diplomatie nigérienne a affirmé que « l'Algérie a toujours été du côté du Niger dans toutes les crises que le pays a eu à affronter par le passé ». Et d'ajouter : « Nous avons toujours été satisfaits de la manière dont l'Algérie a servi de médiateur de bons offices à chaque fois qu'il y a

eu un problème au Niger ». Yaou Bakary Sangaré a souligné également : « Nous sommes aujourd'hui en pleine médiation avec la Cédéao (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) (et) je suis venu faire le point avec mon frère algérien pour lui expliquer la dynamique dans laquelle nous nous trouvons actuellement ». « La médiation avec la Cédéao, a-t-il poursuivi, est en bonne voie, et nous espérons que très rapidement, nous laisserons toute cette situation derrière nous et que nous parviendrons à trouver une sortie de crise rapide par rapport à la situation que nous traversons actuellement ». La sortie de crise espérée nous permettra de nous concentrer sur le travail qui nous attend pour le retour à l'ordre constitutionnel et pour les actions de développement de notre pays », a conclu le chef de la diplomatie nigérienne.

Y.B.

LE GÉNOCIDE SE POURSUIT DANS LA BANDE DE GHAZA

LA SITUATION HUMANITAIRE RESTE CRITIQUE

Le ministère de la Santé du Hamas a annoncé hier que les opérations de l'armée d'occupation dans Ghaza avaient fait au moins 21 110 morts depuis le 7 octobre, dont 195 ces dernières 24 heures. Les frappes incessantes de l'armée sioniste se poursuivent, en dépit des appels à un cessez-le-feu pour acheminer une aide humanitaire cruciale à la population ghazaouie. Selon le journal Le Monde, des témoins ont fait état de frappes israéliennes et de combats au sol à Khan Younès, dans le sud de la bande de Ghaza, et de bombardements sur les camps de réfugiés de Maghazi et d'Al-Boureij, dans le centre. Dans le nord du territoire palestinien, de violents affrontements ont également eu lieu à l'aube dans le quartier de Cheikh Radwan de la ville de Ghaza, et dans la ville de Jabaliya. Des Palestiniens fuient la ville de Khan Younès, dans le sud de la bande de Ghaza, alors qu'elle est sous le feu des bombardements.

Cinq jours après l'adoption de la résolution de l'Organisation des Nations unies (ONU) exigeant l'acheminement « à grande échelle » de l'aide humanitaire dans l'enclave, où près de deux millions de personnes ont été déplacées, les Nations unies ont annoncé mardi soir la nomination de la Néerlandaise Sigrid Kaag au poste de coordinatrice de l'aide humanitaire et de la reconstruction à Ghaza. Mais malgré la résolution, aucune avancée significative n'a été réalisée ces derniers jours en matière d'aide humanitaire, et les négociations autour d'une trêve semblent être au point mort.

Selon l'agence Reuters, le coordinateur de l'équipe d'urgence de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Sean Casey, a dénoncé mercredi un « bain de sang » dans l'enclave, soulignant que seules 20 % des infrastructures médicales sont encore en état de fonctionner. « Les hôpitaux ne reçoivent que des blessés souffrant de graves traumatismes, à une échelle assez difficile à imaginer. C'est un bain de sang, un carnage », a-t-il alerté.

Par ailleurs, hier, les télécommunications Internet et téléphoniques étaient toujours en cours de rétablissement après une nouvelle coupure la veille, selon l'opérateur palestinien Paltel, la quatrième depuis le début de la guerre.

Le Croissant-Rouge palestinien a déclaré mardi avoir totalement perdu le contact avec ses équipes sur le terrain en raison de cette coupure, tandis que son réseau radio a été endommagé par un barrage d'artillerie israélien qui a touché son quartier général à Khan Younès.

Avec Agences

MASHHOUR ABDEL HALIM, UN MEMBRE DE SA DIRECTION POLITIQUE, EN PARLE :

Hamas « rejette l'initiative égyptienne »

Pour enlever tout espoir à ceux qui souhaitent voir le Hamas totalement anéanti, Mashhour Abdel Halim assure que l'objectif de l'entité sioniste d'éliminer le Hamas et/ou de l'expulser des territoires palestiniens est voué à l'échec. Par ailleurs, Mashhour Abdel Halim prévoit de très mauvais jours à Netanyahu.

« Nous rejetons l'initiative égyptienne parce qu'elle n'est pas centrée sur le droit des Palestiniens sur leur avenir ni sur la fin immédiate de l'agression israélienne ». C'est ce qu'a annoncé Mashhour Abdel Halim, membre de la direction politique du Hamas au Liban. L'accord en trois phases proposé par l'Égypte pour mettre un terme aux combats et libérer les otages, s'il est bien accueilli en Israël où l'on prétend que cette initiative pourrait conduire à de véritables négociations, est boudé par la résistance palestinienne qui le juge inadapté à la situation, d'autant plus qu'il cache mal ses véritables desseins consistant à effacer le Hamas dans les équations d'après-guerre. Pour le Hamas, tout ce qui ne travaille pas foncièrement les



intérêts de la cause palestinienne et qui ne réclame pas l'arrêt complet de la guerre et la libération de tous les détenus et prisonniers palestiniens dont le nombre dépasse les 8 000, n'est pas le bienvenu. Outre le rejet de l'initiative égyptienne, Mashhour Abdel Halim a annoncé que la résistance palestinienne prépare des surprises imminentes pour l'armée sioniste, surprises, précise-t-il, qui l'obligeront à accepter de véritables négocia-

tions pour un cessez-le-feu complet et un accord total pour la libération des prisonniers. « Nous n'accepterons aucune trêve temporaire et partielle, parce que ce genre de trêves ne sont que des tromperies d'un Netanyahu aux abois », fait-il savoir. Pour enlever tout espoir à ceux qui souhaitent voir le Hamas totalement anéanti, Mashhour Abdel Halim assure que l'objectif de l'entité sioniste d'éliminer le Hamas et/ou de l'expulser des territoires

palestiniens est voué à l'échec. Par ailleurs, Mashhour Abdel Halim prévoit de très mauvais jours à Netanyahu.

La confusion et les désaccords qui commencent à éclater entre des membres du gouvernement israélien et le commandement de l'armée sioniste sur la gestion et les suites de la guerre ne sont qu'un avant-goût des sévères infortunes que va subir Netanyahu dans les prochains jours.

Boualem B.

L'OCI condamne la poursuite des crimes de l'occupation sioniste contre les Palestiniens

L'Organisation de la coopération islamique (OCI) a condamné les crimes continus de l'occupation israélienne, le génocide, le déplacement forcé et les destructions, perpétrés contre le peuple palestinien, qui ont conduit, hier, à l'assassinat de six Palestiniens à Tulkarem, en Cisjordanie, en plus de centaines de martyrs et de blessés, pour la

plupart des femmes et des enfants, dans toute la bande de Ghaza. Dans un communiqué publié hier, l'OCI a renouvelé son appel à la communauté internationale pour qu'elle assume ses responsabilités afin de mettre un terme à l'agression israélienne, de garantir une aide humanitaire suffisante et durable, de faire face aux tenta-

tives de déplacement forcé de civils palestiniens et d'assurer la protection du peuple palestinien, en application des résolutions pertinentes de l'ONU. L'OCI a déclaré que les crimes de l'occupation actuelle et le ciblage des installations et des personnes travaillant dans les secteurs des médias et de la santé, ainsi que de l'ONU, constituent

une violation flagrante des récentes décisions publiées par le Conseil de sécurité de l'ONU et l'Assemblée générale. L'OCI a également condamné le fait que l'occupation continue de priver les civils de la bande de Ghaza de nourriture, d'eau, de soins de santé, de protection et d'autres services de base.

Y.B.

L'ONU se dit préoccupée face aux bombardements continus sur Ghaza

Saïf Majanjo, porte-parole du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, a exprimé son inquiétude face à la poursuite des raids et des bombardements des forces d'occupation israéliennes sur la bande de Ghaza et les gouvernorats centraux, qui ont entraîné la mort de plus de 100 citoyens au cours des deux derniers jours. Majanjo a déclaré hier dans un communiqué : « Ce qui est particulièrement inquiétant, c'est que ce bombardement survient après que les forces israéliennes ont donné l'ordre aux résidents de se déplacer du sud de la vallée de Ghaza vers le centre de Ghaza et vers Tel al-Sultan à Rafah. » Il a mis en

garde du danger de ne pas adhérer aux principes du droit humanitaire international lors de l'agression contre Ghaza et de ne pas prendre de mesures préventives lors des attaques pour protéger les civils, soulignant que l'émission d'avertissements et d'ordres d'évacuation n'absout pas les forces armées israéliennes d'assumer l'entière responsabilité conformément au droit international humanitaire. Les rapports de Médecins sans frontières indiquent que l'armée de l'air israélienne a mené plus de 50 raids sur les gouvernorats de Ghaza et du Centre les 24 et 25 de ce mois, ciblant notamment 3 camps de réfugiés : Al-Bureij, Al-Nuseirat

et Al-Maghazi, dont deux ont touché 7 bâtiments résidentiels à Al-Maghazi, entraînant la mort d'environ 86 citoyens et des dizaines de blessés, tandis que beaucoup sont encore sous les décombres. Les raids ont conduit à la destruction de toutes les routes reliant les trois camps, empêchant l'arrivée des secours aux citoyens qui en ont besoin, à un moment où les refuges et les hôpitaux fonctionnent au minimum et souffrent d'une grave surpopulation et d'une grave pénurie de ressources, ce qui exacerbe la gravité de la situation.

Avec agence

LUTTE ANTITERRORISTE

Deux terroristes arrêtés par un détachement de l'ANP à Bordj Badji Mokhtar



Deux (2) terroristes qui activaient dans des groupes terroristes à l'étranger ont été arrêtés par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) à Bordj Badji Mokhtar, durant la période du 20 au 26 décembre, dans le cadre des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, a annoncé hier mercredi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

"Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période du 20 au 26 décembre 2023, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise le communiqué du MDN. Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un

détachement de l'ANP "a arrêté, à Bordj Badji Mokhtar, en 6^e Région militaire, deux (2) terroristes qui activaient dans des groupes terroristes à l'étranger. Il s'agit, en l'occurrence, des dénommés M. Salek dit 'Mouloud' et N. Sid Ali dit 'Moad'". Dans le même contexte, un détachement de l'ANP "a découvert, lors d'une opération de recherche et de fouille à Bouira, 8 casemates pour terroristes contenant des substances explosives, tandis qu'un élément de soutien aux groupes terroristes a

été arrêté à Mostaganem". Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et "en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays", des détachements combinés de l'ANP "ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, 26 narcotrafiquants, et ont mis en échec des tentatives d'introduction de 7 quintaux et 22 kilogrammes de kif traité

provenant des frontières avec le Maroc, alors que 65 005 comprimés psychotropes ont été saisis".

A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, Illizi et Djanet, des détachements de l'ANP "ont arrêté 172 individus et saisi 18 véhicules, 109 groupes électrogènes, 105 marteaux piqueurs, 5 détecteurs de métaux, ainsi que des quantités d'explosifs, d'outils de détonation et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite". De même, "16 autres individus ont été interceptés et un fusil mitrailleur de type FMPK, un fusil semi-automatique, 19 fusils de chasse, 7 466 litres de carburants, 71 quintaux de tabacs et 2 482 unités de diverses boissons ont été saisis lors d'opérations distinctes à travers le territoire national", ajoute le communiqué.

De leur côté, les Garde-côtes "ont déjoué, au niveau de nos côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et ont procédé au sauvetage de 267 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 150 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national", conclut la même source.

R.N.

Signature d'un accord de coopération entre le ministère des Affaires religieuses et l'ONSC

Un accord de coopération a été signé, mardi, entre le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs et l'Observatoire national de la société civile (ONSC), dans le cadre de la mise en œuvre de l'approche participative entre l'Observatoire et les différentes instances publiques. Dans une déclaration à la presse à cette occasion, le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, a relevé l'importance de la coopération avec l'ONSC, en tant qu'"instance consultative à même de jouer le rôle de la mosquée et de l'imam dans l'encadrement de la société. M. Belmehdi a, en outre, souligné la

disposition de son secteur à mettre "toutes ses expériences au service de la société civile que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, veut forte, soudée et consciente". De son côté, le président de l'ONSC, Nouredine Benbrahem, a estimé que la mosquée "est l'une des plus importantes institutions susceptibles d'encadrer la société", ajoutant que cette coopération "est à même de créer une valeur ajoutée, notamment en matière d'éducation, de sensibilisation et de prévention de la jeunesse". La mosquée contribuera, également, à "l'accompagnement de la

dynamique lancée par le président de la République en vue de renforcer le rôle de la société civile", a-t-il soutenu. En vertu de cet accord, les deux parties œuvreront à la promotion de l'esprit de citoyenneté et de l'action participative, et au développement du sens civique, ainsi qu'au renforcement du rôle de la famille, de la mosquée et de la société civile, en tant qu'institutions de socialisation. L'accord de coopération prévoit, aussi, l'organisation de rencontres, de sessions de formation et d'ateliers conjoints au profit des acteurs de la société civile.

APS

D^R MOHAMMED KARIM ARAIBIA, ENSEIGNANT À LA FACULTÉ DES SCIENCES HUMAINES DE BÉJAÏA, À L'EXPRESS :

« **TEBBOUNE A INSTAURÉ UN PRINCIPE DE COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE** »



Durant les quatre années, le chef de l'Etat a tenu à mettre en œuvre le principe d'un Etat social, considéré comme un acquis constitutionnel et un pilier fondamental de la déclaration du 1^{er} Novembre 1954.

L'EXPRESS : LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ABDELMADJID TEBBOUNE A PRONONCÉ UN DISCOURS DEVANT LES DEUX CHAMBRES DU PARLEMENT. QUELLE APPRÉCIATION EN FAITES-VOUS ?

Mohammed Karim Araibia : Tebboune a fait un discours devant les deux chambres du Parlement, instaurant ainsi un principe de communication institutionnelle et gouvernementale entre le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif et le peuple, en favorisant un dialogue plus complet et plus approfondi, élargi à un plus grand nombre d'acteurs aux niveaux national et local, par la création d'instances consultatives, comme le Conseil supérieur de la jeunesse et l'Observatoire national de la société civile, qui se préoccupent principalement d'encadrer les jeunes acteurs politiques et sociétaux et de servir de médiateur entre eux et le pouvoir politique, qui encourage l'application du principe de démocratie participative et de rationalisation de la gouvernance en sensibilisant davantage les décideurs au cours des affaires à la base, notamment dans le texte du 1^{er} Novembre 1954.

À L'EXCEPTION DU DÉFUNT PRÉSIDENT HOUARI BOUMEDIENE, JAMAIS AUCUN AUTRE PRÉSIDENT N'A PRONONCÉ UN DISCOURS DEVANT LE PARLEMENT DEPUIS 1977...

C'est un message fort du président élu par le peuple pour démontrer que le gouvernement actuel ainsi que les deux chambres du Parlement sont en parfaite harmonie dans la gestion du pays, ainsi que son développement industriel, culturel et sportif. Il a démontré par son discours que l'Algérie est sur la bonne voie.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE A ACCORDÉ UN INTÉRÊT PARTICULIER À LA SITUATION SOCIALE, LA REVALORISATION DES PENSIONS DE RETRAITE, L'AUGMENTATION DES SALAIRES, LA RÉVISION DE L'IRG ET SURTOUT L'INSTITUTION D'UNE ALLOCATION CHÔMAGE...

Durant les quatre années, le chef de l'Etat a tenu à mettre en œuvre le principe d'un Etat social, considéré comme un acquis constitutionnel et un pilier fondamental de la déclaration du 1^{er} Novembre 1954.

PLUSIEURS DIRIGEANTS DANS LE MONDE ONT SALUÉ LE DISCOURS PRONONCÉ PAR ABDELMADJID TEBBOUNE LORS DE SA PARTICIPATION EN SEPTEMBRE 2023 À LA 78^e SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (ONU). QUELLE LECTURE EN FAITES-VOUS, NOTAMMENT SUR LES POSITIONS FERMES DE L'ALGÉRIE DANS SA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ?

On peut dire ici que la position algérienne au niveau de la politique étrangère est fortement appréciée par les membres de la communauté internationale en raison de l'attachement de l'Algérie à ses principes de politique étrangère fondés sur le bon voisinage, la non-ingérence dans les affaires intérieures des pays et la résolution des différends par des moyens pacifiques et dans le cadre des organisations internationales, ainsi que sa défense du droit des peuples à l'autodétermination et la défense des causes justes.

Entretien réalisé par Idir Mehdaoui

PRODUITS AGRICOLES DE LARGE CONSOMMATION

AFFICHAGE QUOTIDIEN DES PRIX DE VENTE AU DÉTAIL VIA LES SUPPORTS MÉDIAS

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a entamé, en collaboration avec le ministère du Commerce, l'affichage des prix de la vente au détail des produits agricoles de large consommation, quotidiennement via les médias, en vue de tenir les citoyens et les consommateurs informés de manières périodique et continue des prix de différents produits essentiels, a annoncé le ministère hier dans un communiqué.

"Dans le cadre de l'information des citoyens et des consommateurs de manières périodique et continue des prix de différents produits de large consommation, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural et le ministère du Commerce ont entamé, le 26 décembre 2023, l'élaboration d'une publication quotidienne unifiée relative aux prix de la vente au détail des produits agricoles de large consommation", lit-on dans le communiqué.

Intitulée "Affichage des prix de vente au détail des produits agricoles de large consommation", la publication est un tableau contenant une fourchette des prix, ainsi que la moyenne nationale (au kilogramme) de nombre de produits de large consommation sur le marché de détail, note le même communiqué.

R.E.

SONATRACH ORGANISE AUJOURD'HUI UNE SIMULATION D'UN INCIDENT AU TERMINAL D'HYDROCARBURES DE BÉJAÏA

Le groupe Sonatrach opère ce jeudi durant la matinée, un exercice de simulation d'un incident au niveau du terminal d'hydrocarbures de Béjaïa, a annoncé mercredi le groupe public dans un communiqué.

"Cet exercice de simulation s'inscrit dans le cadre de la mise en oeuvre du programme annuel du poste de commandement tactique du pôle d'Alger (PCT) du groupe Sonatrach", selon le communiqué. Les services de la Protection civile, ainsi que les autorités locales de la wilaya de Béjaïa prendront part à cet exercice, ajoute la même source.

R.E.

PERFORMANCES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES EN 2023

Des indicateurs au vert et une réforme bancaire en perspective

Pour la troisième année consécutive, l'Algérie continue à afficher un progrès significatif en termes d'indicateurs économiques et financiers du fait des réformes structurelles opérées par les pouvoirs publics dans les secteurs de l'économie réelle, de l'investissement ou encore de celui des banques qui fera, en 2024, l'objet d'une "profonde réforme" dans le cadre de cette lancée économique.

Les performances économiques et financières de l'Algérie ont été propulsées, en 2023, par une avalanche de textes et de lois ayant consacré des réformes inédites, en têtes desquelles la loi monétaire et bancaire ainsi que la loi sur le foncier économique qui fait suite à la nouvelle loi sur l'investissement, ce qui permettra l'accélération de la dynamique d'investissement outre le lancement de milliers de projets aux niveaux local et national, après de longues années d'inertie imposée par des contraintes bureaucratiques délibérées. En dépit d'une année 2022 marquée par la reprise post-Covid-19, l'année 2023 s'est caractérisée, pour sa part, par la poursuite du renforcement des indicateurs de croissance, permettant ainsi à l'Algérie de prévoir une croissance de 4,2% au terme de l'année, selon les estimations de l'exposé de la loi de finances 2024.

Selon ledit document, la balance commerciale enregistrera un excédent de 14,4 milliards USD, contre 11,3 milliards USD prévus dans la loi de finances rectificative 2022, tandis que la réserve de change devrait atteindre 73 milliards USD à la fin de l'année en cours (l'équivalent de 17,8 mois d'importation), contre 61 milliards USD au terme de l'année 2022.

Ce qui rend cette année remarquable est, sans doute, la mobilisation d'un budget qui, en effet, est le plus important de l'histoire de l'Algérie indépendante avec un total de dépenses avoisinant les 13.800 milliards DA au titre de la loi de finances. Ce Budget permettra de poursuivre les efforts visant à maintenir un niveau meilleur des transferts sociaux mais aussi à appuyer le pouvoir d'achat des citoyens à travers la révision de la grille indiciaire des salaires, l'augmentation de la pension du chô-



mage, et le renforcement du programme d'investissement pour une croissance inclusive.

Parallèlement, un intérêt particulier a été accordé au secteur bancaire, eu égard à son rôle fondamental dans l'accompagnement des opérateurs économiques, producteurs et exportateurs. Cet intérêt accordé au secteur bancaire, étant l'épine dorsale de toute dynamique de développement, s'est concrétisé, en 2023, à travers la création de la Banque nationale de l'Habitat, l'un des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, parallèlement à l'accélération du programme de modernisation des banques et du développement de l'inclusion financière, ayant permis d'assurer un large éventail de mécanismes de financement alternatifs, dont la finance islamique qui enregistre désormais des taux élevés et inédits depuis le lancement, en 2020, de son nouveau système juridique tant en matière

de financement de projets que pour les dépôts.

Les statistiques font ressortir que la part des dépôts, dans le cadre de la finance islamique par rapport au total des dépôts bancaires, a quadruplé en 2023 en comparaison avec les chiffres enregistrés ces dernières années, avec un total de revenus recouverts dépassant les 800 milliards DA, tandis que l'assurance Takaful, lancée en 2021, a enregistré une croissance de près de 77% durant le premier semestre 2023, avec un chiffre d'affaires dépassant 90 milliards de DA à la fin septembre.

Les efforts consentis dans le secteur bancaire durant l'année en cours ont permis l'ouverture, pour la première fois dans l'histoire de l'Algérie, des premières agences bancaires nationales à l'étranger. Il s'agit de l'Algerian Union Bank (AUB) dans la capitale mauritanienne Nouakchott, et de l'Algerian bank of Senegal (ABS) à Dakar, une démarche s'inscrivant

dans le cadre des efforts visant à promouvoir et à accompagner les investissements nationaux en Afrique outre les échanges commerciaux avec les autres pays du continent. Cette dynamique se poursuivra prochainement avec l'ouverture d'agences de la Banque extérieure d'Algérie (BEA) dans les grandes villes françaises où se concentre, principalement, la communauté algérienne.

Dans le cadre de la poursuite de l'approche de modernisation du secteur bancaire, l'année 2023 devrait être couronnée par l'ouverture partielle du capital de la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance "CNEP-Banque" et de la Banque de développement local (BDL), à hauteur de 30% pour chacune. Et de rappeler que l'Etat, par le biais du président de la République, avait annoncé l'ouverture de la voie à la création de banques privées.

R.E./avec APS

ÉNERGIE

LA RUSSIE ANNONCE SES PRÉVISIONS CONCERNANT LES PRIX DU PÉTROLE EN 2024

Le vice-Premier ministre russe Alexandre Novak vient de révéler les attentes de son pays concernant les prix du pétrole en 2024, dans le cadre de son examen des parts mondiales du pétrole de son pays, en particulier de la Chine, de l'Inde et des pays européens.

C'est la première fois qu'un haut responsable russe s'exprime sur les attentes de son pays en matière de prix du pétrole, selon des rapports publiés, hier, par une agence officielle russe.

Dans ce contexte, Novak a expliqué que les principaux partenaires de Moscou dans la situation actuelle sont Pékin, dont la part du pétrole russe se situe entre 45 et 50%, et l'Inde, qui n'était pas approvisionnée auparavant, mais en seulement deux ans, le total les approvisionnements ont atteint 40 %.

Evoquant l'alliance OPEP+ et des attentes en matière de prix du pétrole en 2024, le vice-Premier ministre russe Alexander Novak a déclaré que son pays s'engageait

dans ce qu'il avait annoncé concernant la réduction des approvisionnements, puisqu'il avait annoncé une réduction de 300 000 barils de ses exportations, avant d'ajouter de nouvelles quantités.

Novak s'attend à ce que le prix du brut Brent se situe entre 80 et 85 dollars le baril au cours de l'année prochaine, généralement en ligne avec les niveaux actuels, selon les déclarations suivies par la plateforme spécialisée dans l'énergie.

M.H.

BOUIRA :

Rush sur la station climatique de Tikjda

Le centre national de sport et de loisirs de Tikjda a accueilli nombre de familles qui ont choisi ce site pour le dépaysement, la détente en pleine nature, pour profiter en somme des vacances d'hiver.



La station climatique de Tikjda sise au nord-est de Bouira, où la neige a embelli ces jours-ci les sommets, draine de plus en plus de visiteurs, dont des dizaines de familles en quête de loisir et de détente en ce début de vacances d'hiver, a-t-on constaté le week-end dernier. Depuis vendredi matin, la circulation automobile ne s'est pas interrompue sur la route nationale (RN) 33 reliant Bouira à Tikjda, via la ville de Haizer. Des dizaines de bus et de voitures, en provenance de plusieurs wilayas comme indiqué par les plaques d'immatriculation, dont Alger, Boumerdes et Oran, ont emprunté la voie à destination de Tikjda. Sur cet axe, plusieurs automobilistes ont choisi de s'arrêter avant d'atteindre les hauteurs du site, pour admirer à distance la beauté des paysages que leur offre dame nature, notamment avec le retour de la neige étincelante qui a embelli les sommets du Grand Djurdjura, alors que d'autres familles ont opté pour le Centre national de sport et de loisir de Tikjda (CNSLT) pour s'y installer, et où toutes les commodités (restauration, hébergement, et loisirs) leur sont offertes. "Nous avons enregistré un afflux important de visiteurs, notamment des familles, depuis jeudi, la plus part ont passé leur séjour ici au CNSLT qui leur

a offert toutes les commodités et l'aide nécessaires", a expliqué à l'APS Khaled Djellal, chargé de la communication et d'animation au sein du CNSLT. De jeunes visiteurs rencontrés sur les lieux ont exprimé leur émerveillement et grande joie par leur visite à Tikjda, "un véritable joyau", selon leur propos. "Nous sommes venus vendredi de Boumerdes, ma famille et moi, pour passer le week-end ici à Tikjda et admirer la nature, mais aussi pour fuir le bruit de la ville et profiter des vacances d'hiver. Rien de mieux que la montagne pour se détendre et passer d'agréables moments ensemble", a confié Karima, une lycéenne rencontrée à l'entrée du CNSLT en compagnie de sa famille. Son père Mohamed, un cinquantenaire, a confié à l'APS, être venu pour la première fois à Tikjda avec sa petite famille. Il a dit avoir adoré l'endroit et projette déjà d'y revenir chaque fois les conditions et le temps le lui permettent. "Le lieu est merveilleux, malgré quelques manquements constatés. Le site est magnifique et mérite d'être

une destination touristique privilégiée en Algérie", a estimé Mohamed. Selon lui, il serait "très commode" d'installer des bancs un peu partout pour permettre aux visiteurs de s'asseoir pour se reposer et pour admirer la beauté des lieux. Des pou-belles sont également nécessaires pour garder les lieux propres, a ajouté le même visiteur. A l'intérieur et aux alentours du CNSLT, une ambiance bon-enfant s'est emparée des lieux qui grouillent de monde. Un mouvement ininterrompu de visiteurs a redonné vie au site où toutes les mesures ont été prises pour en faire un lieu de détente sur et sécurisé. Pour offrir les meilleures conditions d'hygiène et de bien-être aux touristes, les autorités locales ont procédé, il y a quelques semaines, à la réhabilitation des restaurants de fortune installés à l'extérieur du Centre. En outre, et afin de préserver la santé des visiteurs et assurer leur sécurité, les services de la Gendarmerie nationale et ceux de la protection civile se sont déployés non loin du CNSLT ainsi que sur plusieurs axes

routiers menant vers Tikjda. Néanmoins, le stationnement à Tighzert est devenu un casse-tête pour des automobilistes qui se plaignent notamment des parkings sauvages qui leur imposent des tarifs de stationnement "très excessifs". Cependant, rien ne semblait altérer l'ambiance de joie qui régnait, notamment à Tighzert, et au chalet du Kef, relevant de la station climatique de Tikjda, à la faveur d'une arrivée massive vendredi et samedi de familles issues de plusieurs autres wilayas du pays (Béjaia, Bordj Bou Arréridj et M'Sila). L'aménagement d'une aire de jeu et de loisir, un manège pour enfants, à Tighzert, a attiré des dizaines d'enfants en compagnie de leurs familles, venues en ce week-end pour découvrir Tikjda et admirer ses paysages féériques en cette période hivernale. Le froid glacial provenant des hauteurs recouvertes de neige, n'a pas empêché les visiteurs de faire le voyage. Certains jeunes aventuriers ont révélé attendre l'hiver avec impatience pour faire des randonnées en haute montagne. Cependant, les services de la protection civile conseillent aux familles et autres visiteurs de ne pas s'aventurer en haute montagne, notamment en cette période d'hiver, au risque de s'égarer. Il y a quelques semaines, près de 50 personnes se sont égarées sur les hauteurs du Djurdjura à cause du brouillard et du mauvais temps. Elles ont été secourues, a indiqué à l'APS le chargé de la communication de la protection civile, l'officier Youcef Abdat.

R.R.

TRAVAUX PUBLICS : SOUK-AHRAS

DES MEMBRES DES DEUX CHAMBRES DU PARLEMENT REÇUS PAR REKHROUKH

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh a reçu, mardi, des membres des deux chambres du Parlement représentant la wilaya de Souk Ahras, avec lesquels il a abordé un ensemble de préoccupations de la population de la wilaya, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre qui s'est déroulée, en présence du chef de cabinet du ministère, les parlementaires ont soulevé un ensemble de préoccupations de la population de la wilaya de Souk Ahras, concernant le secteur des travaux publics et des infrastructures de base, notamment celles relatives à la réalisation, à la modernisation et à l'entretien du réseau des routes nationales et des chemins de wilaya, au dédoublement des grands axes routiers et à leur liaison à l'autoroute Est-Ouest, via le tronçon Souk Ahras-Guelma-El Tarf et le tronçon Souk Ahras-Oum El Bouaghi-Constantine, en plus des projets de la voie ferrée L'audience a permis à M. Rekhroukh de fournir des éclaircissements autour des préoccupations des parlementaires, après débat de toutes les questions soulevées, ainsi qu'un aperçu global autour des projets importants dont a bénéficié le secteur. Le ministre a assuré "avoir pris compte de toutes les préoccupations soulevées par les membres du Parlement, tout en œuvrant à leur examen et à la prise des mesures indispensables à leur prise en charge, en fonction des priorités et des moyens disponibles", conclut le communiqué.

APS

CONSTANTINE : JUMELAGE ALGÉRO-TURC:

DES CONSULTATIONS MÉDICALES GRATUITES POUR PRÈS DE 2 000 PERSONNES

Pas moins de 2.000 consultations médicales gratuites ont été effectuées à Constantine par des médecins spécialistes algériens et turcs au profit de citoyens venus de plusieurs localités du pays dans le cadre d'un jumelage entre les deux pays, apprend-on samedi des organisateurs. Près de 2.000 personnes ont bénéficié jeudi et vendredi de ces consultations dans diverses spécialités dispensées gratuitement par des médecins d'Algérie et de Turquie au niveau de la clinique "Nefes" à la cité Boudjennana de la ville de Constantine, a indiqué dans une conférence de presse Farès Tegmounet, directeur de la société Nefes spécialisée dans le transport de malades vers la Turquie, initiatrice de la seconde édition de cet événement. Cet événement a constitué une opportunité pour des malades d'effectuer des consultations dans les domaines de transplantation des organes (foie et rein), la chirurgie plastique et réparatrice, la chirurgie orthopédique, la chirurgie ophtalmologique, la neurochirurgie, l'oncologie et la cardiologie, selon la même source. Ce jumelage favorise l'échange d'expériences dans ces domaines médicaux entre les deux pays et la découverte des nouvelles techniques de traitement des maladies graves. Une conférence scientifique a été animée par des médecins des deux pays pour faire le point sur les plus importants cas diagnostiqués durant cette manifestation et présenter les nouvelles techniques de chirurgie utilisées pour les greffes, en orthopédie, en neurologie, pour la correction des malformations congénitales et pour la transplantation de moelle osseuse.

APS

ORAN : BILAN DES DIX PREMIERS MOIS DE 2023

Exportation de près de 1 500 tonnes de produits de la pêche

Près de 1.500 tonnes de produits de la pêche ont été exportées à partir d'Oran vers des pays européens et arabes, durant les 10 premiers mois de l'année 2023, a-t-on appris, mardi, du directeur de la Pêche et des produits Halieutiques de la wilaya, Maghni Sandid Menouar. M. Sandid a indiqué, dans un rapport sur le secteur de la pêche de la wilaya d'Oran de l'année 2023, présenté lors des travaux de la 4ème session ordinaire de l'Assemblée populaire de la wilaya (APW), qu'il a été procédé, jusqu'à fin octobre dernier, à l'exportation, à partir du port d'Oran, de 1.496 tonnes de produits de la pêche vers le Portugal, la France, l'Italie et la Lybie, comprenant notamment des mollusques, des crusta-

cés et des conserves de thon. Selon le même responsable, les quantités de produits de la pêche exportées, au cours de l'année 2023, ont enregistré une augmentation significative, par rapport à 2022, année durant laquelle une production de 956 tonnes, dont 893 tonnes de mollusques, 37 tonnes de crustacés et 26 tonnes de conserves de thon, a été réalisée. En revanche, durant la même période, 18.951 tonnes de produits de la pêche ont été importées de la République de Chine, de l'Inde, de la Thaïlande et du Portugal, dont 90 % destinées à la transformation au niveau des unités de la wilaya d'Oran, selon le même responsable. De janvier à octobre 2023, environ 8.000 tonnes de poisson, dont

215,5 tonnes de poisson blanc, 6.742 tonnes de petits poissons pélagiques, 706 tonnes de grands poissons pélagiques, en plus de 86 tonnes de crustacés et 12 tonnes de mollusques ont été produites depuis les ports de pêche d'Oran et d'Arzew, a-t-on indiqué. Selon M. Sandid, le secteur de la pêche et des produits halieutiques à Oran, comprend deux ports de pêche, à Arzew et à Oran, un abri de pêche dans la zone de Kristel et 11 plages d'échouage. Les membres de l'Assemblée populaire de la wilaya ont examiné, lors de leur session ordinaire, deux dossiers relatifs à la pêche et au foncier agricole.

APS

JOURNÉE INTERNATIONALE DE

RENFORCER LES SYSTÈMES À D'ÉVENTUELLES CRISES

Quelque 4,5 milliards de personnes, soit plus de la moitié de la population mondiale, n'ont pas suffisamment accès aux services de santé essentiels, un problème mondial majeur. Sans santé, le monde est gravement entravé dans sa course à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de ses 17 objectifs. De nombreux pays dotés des systèmes de soins médicaux les plus avancés ont été surpris par la COVID-19 en raison de leur manque historique d'investissement dans les soins de santé primaires. D'où l'importance

décembre 2020. En adoptant la résolution A/RES/75/27 proclamant cette journée, les États Membres de l'ONU soulignent leur volonté d'assurer une participation inclusive, en accordant une attention particulière aux personnes qui sont vulnérables ou se trouvent dans des situations de vulnérabilité, et qui présentent les risques les plus importants d'épidémie. L'Assemblée générale des Nations Unies invite donc tous les États Membres, les entités des Nations Unies et les autres organisations mondiales, régionales et sous-régionales, le secteur privé et la société civile, y compris les organisations non gouvernementales, les établissements universitaires, les particuliers et les autres parties prenantes concernées, à célébrer chaque année la Journée internationale de la préparation aux épidémies de manière appropriée et en fonction des contextes et priorités nationaux, par des activités d'information et de sensibilisation, afin de souligner l'importance de la prévention des épidémies, de la préparation et de la conclusion de partenariats pour y faire face.

LES LEÇONS DU COVID

Le chef de l'ONU a ajouté que de nombreux systèmes de santé « sont en difficulté, et que les dommages économiques infligés par la pandémie « perdurent ». Par ailleurs, il a alerté que des millions d'enfants risquaient de tomber malades faute d'avoir reçu les vaccins infantiles de routine, notant que « trois ans après la mise au point des premiers vaccins contre la Covid-19, des milliards de personnes ne sont toujours pas protégées, principalement dans les pays en développement ». Il a ainsi, appelé à la collaboration, à l'amélioration de la surveillance des virus, au renforcement des systèmes de santé, et également à faire de la promesse d'une couverture sanitaire universelle, « une réalité ». Le patron de l'ONU a en outre qualifié de « désastre moral et sanitaire », la thésaurisation et le contrôle par les pays riches, des fournitures nécessaires en cas de pandémie, et faire en sorte à « y renoncer et veiller à ce que tout le monde ait accès aux dispositifs de diagnostic, aux traitements et aux vaccins.

Selon l'ONU, faute d'attention de la part de la communauté internationale, les futures épidémies pourraient dépasser les précédentes en termes d'intensité et de gravité, soulignant le grand besoin de sensibilisation, d'échange d'informations, de connaissances scientifiques et de bonnes pratiques, d'une éducation de qualité et de programmes de plaidoyer sur les épidémies aux niveaux local, national, régional et mondial, en tant que mesures efficaces pour prévenir et répondre aux épidémies futures. Comme en témoigne la pandémie de Covid-19, les grandes maladies infectieuses et les épidémies ont des effets dévastateurs sur la vie humaine, avec des conséquences néfastes sur le développement social et économique à long terme. Les crises sanitaires mondiales menacent en effet de submerger les systèmes de santé déjà surchargés, de perturber les chaînes d'approvisionnement et de frapper de manière disproportionnée les moyens de subsistance des populations, notamment des femmes et des enfants, et les économies des pays les plus pauvres et les plus vulnérables. De son côté, dans son message de fin d'année, Tedros Adhanom Ghebreyesus, le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a exhorté les pays à conclure un accord « hors norme » pour combler les lacunes de préparation en cas de prochaine pandémie.



« D'immenses souffrances qui auraient pu être évitées. » Dans son message vidéo de fin d'année, le directeur général, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a souligné que cette année avait marqué un tournant dans la lutte contre des problèmes de santé majeurs, mais qu'il y avait également eu « d'immenses souffrances qui auraient pu être évitées ». Après avoir finalement mis un terme en 2023 à trois années de « crise, souffrance et pertes » liées au Covid, le monde doit se préparer correctement à de prochaines pandémies, a-t-il déclaré. « L'accord sur la pandémie est conçu pour combler les écarts en matière de collaboration, de coopération et d'équité », a-t-il ajouté. Tedros Adhanom Ghebreyesus a levé en mai le plus haut niveau d'alerte sur la pandémie de Covid-19, estimant qu'elle était désormais suffisamment sous contrôle. L'OMS a également levé l'alerte similaire concernant le mpox (longtemps appelée variole du singe) en mai 2023, tandis que l'agence sanitaire des Nations Unies a approuvé de nouveaux vaccins contre le paludisme, la dengue et la méningite, a rappelé Tedros Adhanom Ghebreyesus. Entre-temps, l'Azerbaïdjan, le Belize et le Tadjikistan ont été déclarés exempts de paludisme.

MIEUX SE PRÉPARER EN CAS DE PROCHAINES PANDÉMIES

Concernant la résurgence du choléra, avec un nombre record de plus de 40 foyers épidémiques dans le monde, il a indiqué que la situation est « particulièrement préoccupante ». Les grandes maladies infectieuses et les épidémies ont eu de tous temps des effets dévastateurs sur la vie humaine, mais aussi des conséquences néfastes sur le développement social et économique des territoires. L'OMS met l'accent sur l'intensification des efforts mondiaux pour mettre fin à une épidémie de tuberculose (TB) qui dure depuis plusieurs décennies et qui reste une cause importante de décès dans le monde. Cette maladie évitable et curable touche de manière disproportionnée les pays en développement, et un quart de la population mondiale est infecté par la bactérie à l'origine de la maladie. En 2021, on estime que 10,6 millions de personnes ont contracté la tuberculose et qu'environ 1,6 million de personnes en sont mortes. Trente ans après que l'agence sanitaire

La pandémie de Covid-19 a mis en évidence le manque de préparation et de coopération entre les pays développés et en voie de développement sur l'accès aux vaccins et les lacunes des systèmes de santé même dans les pays les plus avancés.

d'une nouvelle stratégie mondiale visant à prévenir, préparer et répondre aux futures pandémies, dans la foulée des dures leçons tirées de la pandémie de COVID-19 en 2020. Des accords internationaux sont également en préparation pour lutter contre l'épidémie mondiale de tuberculose et promouvoir une couverture sanitaire universelle pour tous. Il faut dire que la pandémie de Covid-19 a mis en évidence le manque de préparation et de coopération entre les pays développés et en voie de développement sur l'accès aux vaccins. En cas de nouvelle pandémie, comment faut-il se préparer ? Etant donné la forte probabilité de l'apparition tôt ou tard d'une autre pandémie, la communauté internationale a engagé des discussions sur la manière de s'y préparer et d'y faire face avec plus d'efficacité. Certes, la maladie à coronavirus (Covid-19), n'est plus l'urgence de santé publique internationale qu'elle était, mais elle circule toujours et ses effets « dévastateurs » se font toujours sentir, selon le Secrétaire Général de l'ONU, Antonio Guterres, appelant à se préparer et à appliquer les leçons de la pandémie. Nous devons nous préparer et appliquer les leçons de la Covid-19 », a souligné Guterres, dans son message marquant la Journée internationale de la préparation aux épidémies, célébrée le 27 décembre de chaque année. Il s'agit d'une journée décrétée par l'ONU, le 11

l'a déclarée constitue tou les régions e Chaque ann atteintes de soins de qua tests de diag dables, en pa pement, selo crises sanita systèmes de les approvisi tance de cert femmes et de les économi s'avèrent les , il est urgen dote de sy robustes, ca vulnérables p

INVESTIR LES SERV

Atteindre la pour tous d'i vement dans au cours des d'un tiers de des services catastrophiq charge des 25% du rev sur les rails le les gouve développem secteur publ d'une « réor de santé, en santé primai tection finan essentielle p dévastateur santé et le p tout en se p ralentisseme de la part de futures épidé cédentes en t a actuelleme tion, d'écha sances scien

LA PRÉPARATION AUX ÉPIDÉMIES

UN PLAN DE SANTÉ POUR FAIRE FACE

À DES CRIS SANITAIRES MONDIALES



d'une éducation de qualité et de programmes de plaidoyer sur les épidémies aux niveaux local, national, régional et mondial, en tant que mesures efficaces pour prévenir et répondre aux épidémies futures. Comme en témoigne la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), les grandes maladies infectieuses et les épidémies ont des effets dévastateurs sur la vie humaine, avec des conséquences néfastes sur le développement social et économique à long terme. Les crises sanitaires mondiales menacent en effet de submerger les systèmes de santé déjà surchargés, de perturber les chaînes d'approvisionnement et de frapper de manière disproportionnée les moyens de subsistance des populations, notamment des femmes et des enfants, et les économies des pays les plus pauvres et les plus vulnérables. Faute d'attention de la part de la communauté internationale, les futures épidémies pourraient dépasser les précédentes en termes d'intensité et de gravité. Il y a actuellement un grand besoin de sensibilisation, d'échange d'informations, de connaissances scientifiques et de bonnes pratiques, d'une éducation de qualité et de programmes de plaidoyer sur les épidémies aux niveaux local, national, régional et mondial, en tant que mesures efficaces pour prévenir et répondre aux épidémies futures. Il est en outre important d'appliquer les enseignements tirés de l'expérience en ce qui concerne la gestion des épidémies pour mieux les prévenir et éviter l'interruption des services de base, ainsi que d'améliorer le degré de préparation afin de réagir le plus rapidement et le plus adéquatement possible à une telle situation. Il est tout aussi fondamental de reconnaître également l'importance du principe intégré « Un monde, une santé », qui favorise la coopération entre les secteurs de la santé humaine, de la santé animale et de la santé de la flore, ainsi qu'avec le secteur de l'environnement et d'autres secteurs concernés.

LE RÔLE CRUCIAL DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

La pandémie de COVID-19 a confirmé le rôle crucial que jouent la coopération internationale et le multilatéralisme dans la réponse aux épidémies. Nous devons nous rappeler de l'importance du partenariat et de la solidarité entre chaque individu, communauté et État, ainsi que les organisations régionales et internationales, à tous les stades de la gestion de l'épidémie, ainsi que l'importance d'envisager aussi une perspective sexospécifique à cet égard. Les partenariats et la solidarité entre chaque individu, chaque communauté et chaque État, ainsi que les organisations régionales et internationales, sont nécessaires à tous les stades de la gestion des épidémies. À cet égard, il est aussi fondamental de tenir compte des questions de genre, qui existent et doivent ainsi faire parti de la réponse à la pandémie. Le système des Nations Unies, en particulier l'OMS, joue un rôle central dans la coordination des ripostes face aux épidémies, conformément à son mandat, et dans l'appui des efforts nationaux, régionaux et internationaux visant à prévenir, atténuer et combattre les effets des maladies infectieuses et des épidémies, conformément à l'objectif de faire progresser l'application du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Nous devons enfin reconnaître le rôle la responsabilité essentiels des gouvernements, ainsi que et la contribution indispensable des parties prenantes concernées pour relever les défis sanitaires mondiaux, en particulier les femmes,

qui constituent la majorité des effectifs de santé dans le monde. La pandémie du COVID-19 est une tragédie humaine. Mais elle représente également pour nous une occasion d'agir. Une occasion de reconstruire un monde plus égalitaire et durable. Les mesures prises pour faire face à la pandémie, et au mécontentement général qui l'a précédée, doivent reposer sur un nouveau contrat social et une nouvelle donne mondiale porteurs d'égalité des chances pour toutes et tous et de respect des droits et des libertés de chacune et chacun. »

UN PLAN POUR PROTÉGER LES SOCIÉTÉS ET RECONSTRUIRE DE MANIÈRE DURABLE

La pandémie de COVID-19 est bien plus qu'une crise sanitaire et elle a mis en évidence d'importantes fragilités et de graves inégalités au sein et entre les nations. Afin de la surmonter, il faut adopter une approche incluant l'ensemble des membres de la société, l'ensemble des gouvernements et l'ensemble de la communauté internationale. Afin d'aider les pays à mieux se préparer aux futures pandémies, l'OMS a lancé une nouvelle initiative qui fournit des orientations sur la planification intégrée de la riposte à n'importe quel agent pathogène respiratoire comme la grippe ou les coronavirus. La nouvelle initiative sur la préparation et la résilience face aux menaces émergentes intègre les derniers outils et méthodes d'apprentissage partagé et d'action collective mis en place lors de la pandémie de COVID-19 et d'autres urgences de santé publique récentes. Grâce à cette initiative, l'OMS utilisera une stratégie reposant sur les modes de transmission afin de guider les pays dans la planification en cas de pandémie, étant donné que nombre de capacités et de moyens d'action sont communs à plusieurs groupes d'agents pathogènes. Cette initiative répond à la demande d'orientation et de soutien techniques visant à promouvoir et à renforcer la préparation et la riposte intégrées, comme énoncé dans les résolutions de l'Assemblée mondiale de la Santé. La pandémie de COVID-19 et d'autres urgences sanitaires ont montré que les pays doivent être prêts sur le plan opérationnel à faire face aux menaces de maladies infectieuses, en disposant de plans de préparation adaptés et d'une coordination et d'une collaboration renforcées avec d'autres secteurs comme l'agriculture. Cette initiative constitue une évolution dans la stratégie de l'OMS en matière de préparation aux pandémies, car elle prend en compte les modes de transmission plutôt que de se concentrer sur des maladies spécifiques. L'OMS continuera toutefois d'élaborer et de diffuser des orientations sur des maladies spécifiques selon les besoins. Un processus est en cours pour identifier le prochain groupe d'agents pathogènes, dont les arbovirus. Il suivra les priorités recensées dans les dix propositions visant à renforcer l'architecture mondiale à l'appui de la préparation, de la riposte et de la résilience face aux urgences sanitaires.

L'initiative PRET ouvre une nouvelle ère pour la préparation aux pandémies et représente une évolution des activités de base de l'OMS visant à aider tous les États Membres à renforcer les capacités et les moyens d'action en termes de préparation, de prévention et de riposte aux situations d'urgence sanitaire. Cette initiative peut également permettre de rendre opérationnels les objectifs et les dispositions de l'Accord sur les pandémies, que les États Membres de l'OMS négocient actuellement. À la suite des

contributions et des discussions entre les participants à la réunion, l'OMS invite les parties prenantes à cet appel à l'action mondial à faire progresser la préparation aux pandémies dues à un agent pathogène respiratoire.

COMBLER LES LACUNES

L'agence sanitaire, les États Membres et les partenaires collaborent pour définir et mettre en œuvre des actions prioritaires visant à renforcer la préparation nationale, régionale et mondiale aux pandémies et aux menaces de maladies infectieuses émergentes. Nous sommes conscients du rôle des communautés et de tous les secteurs, et de la nécessité d'une dynamique harmonisée et soutenue pour mettre fin au cycle où alternent panique et désintérêt qui n'est que trop fréquent en matière de préparation et de riposte aux pandémies.

Il est question aussi de tirer les enseignements des épidémies et pandémies précédentes, en particulier lorsqu'elles étaient causées par des agents pathogènes respiratoires. Ces derniers constituent et continueront de constituer une menace mondiale importante, susceptible de provoquer une morbidité et une mortalité considérables, de saturer les systèmes de santé, de déstabiliser l'économie mondiale et d'exacerber les inégalités qui existent dans l'accès aux outils de prévention des pandémies et aux soins de santé pour l'ensemble de la population. Il s'agit d'un appel à l'action pour accélérer la préparation aux pandémies et aux menaces émergentes à l'échelle mondiale. Une préparation efficace repose sur une planification solide et une action coordonnée. Une mobilisation collective en faveur des actions suivantes permettra de réaliser des progrès d'ici à décembre 2025, comme le précisera le cadre de suivi de l'initiative sur la préparation et la résilience face aux menaces émergentes (PRET) : Mettre à jour les plans de préparation qui précisent les actions prioritaires et qui tiennent compte des enseignements tirés des événements passés. Étant donné le risque posé par les agents pathogènes respiratoires, la priorité est de planifier en vue d'une pandémie due à ce type d'agents sur la base des thèmes recensés dans le module n° 1 de PRET : Planification en cas de pandémie due à des agents pathogènes respiratoires.

Renforcer les liens entre les parties prenantes dans la planification de la préparation aux pandémies grâce à une coordination et une coopération systématiques. Il faut pour ce faire mettre en place des systèmes équitables, réaliser des exercices conjoints et échanger des informations sur les bonnes pratiques, les difficultés et les possibilités. Consacrer des investissements, un financement et un suivi durables à la préparation aux pandémies, en s'attachant tout particulièrement à combler les lacunes identifiées lors des pandémies et épidémies passées. La riposte à la pandémie de COVID-19 a montré ce qu'une volonté politique, la mobilisation de la communauté et des financements permettent d'accomplir. L'objectif principal de ce travail est de garantir l'équité afin d'être prêts à affronter ensemble la prochaine pandémie. Une action faisant intervenir l'ensemble de la société est nécessaire pour réaliser les progrès décrits dans cet appel à l'action. La mise en œuvre devrait donc renforcer la résilience des communautés ; maintenir et soutenir les systèmes existants, et en tirer parti ; et mobiliser des capacités plus vastes en matière de préparation et de riposte aux situations d'urgence.

Par Amel B. et Agences

urgence mondiale, l'épidémie est toujours un défi crucial dans toutes les régions et touche tous les pays du monde. En outre, des millions de personnes atteintes de tuberculose ne bénéficient pas de soins adéquats, notamment d'un accès à des diagnostics et à des traitements appropriés, en particulier dans les pays en développement. L'OMS. Aujourd'hui encore, les crises sanitaires menacent de submerger des systèmes de santé déjà surchargés, et perturber les chaînes d'approvisionnement en moyens de subsistance des populations, notamment des femmes et des enfants. Comme souvent ce sont les personnes des pays les plus pauvres qui sont les plus vulnérables. Selon les experts, il est urgent que la communauté mondiale se concentre sur des systèmes de santé résilients et équitables d'atteindre les personnes partout où elles se trouvent.

UN INVESTISSEMENT MASSIF DANS LES SERVICES PUBLICS

Une couverture sanitaire universelle d'ici 2030 nécessite d'investir massivement dans les services publics. Selon l'OMS, au cours des deux dernières décennies, moins de la moitié des pays ont amélioré la couverture de santé et réduit les niveaux « élevés » des dépenses de santé à la fois pour les patients, qui dépassent souvent les revenus des ménages. Pour remettre en œuvre ces projets ambitieux, l'OMS appelle les gouvernements et les partenaires à investir massivement dans le système de santé. L'accent est mis sur la nécessité d'une « orientation radicale » des systèmes de santé, donnant la priorité aux soins de santé primaires, en renforçant l'équité et la proactivité. Une réforme est également nécessaire pour faire face pleinement à l'impact de la COVID-19 sur les systèmes de santé et le personnel de santé dans le monde, en préparant aux défis posés par le changement économique. Faute d'attention de la part de la communauté internationale, les futures épidémies pourraient dépasser les précédentes en termes d'intensité et de gravité. Il y a actuellement un grand besoin de sensibilisation, d'échange d'informations, de connaissances scientifiques et de bonnes pratiques,

BURKINA FASO INAUGURATION DE DEUX CENTRALES SOLAIRES PHOTOVOLTAÏQUES À KODÉNI ET À PÂ

Pour satisfaire les besoins énergétiques de la population, les autorités burkinabè ont signé en octobre 2023 un mémorandum avec le groupe russe Rosatom pour la construction d'une centrale nucléaire. Les autorités burkinabè ont inauguré le 16 décembre 2023 deux centrales solaires photovoltaïques, augmentant ainsi la capacité solaire installée de 31,37 %. Les deux centrales solaires sont situées à Kodéni, dans la ville de Bobo-Dioulasso, région des Hauts-Bassins, et à Pâ, dans la région de la Boucle du Mouhoun. Elles ont respectivement une capacité de 38 MWc et de 30 MWc. Elles injecteront au total 127,15 GWh par an dans le réseau national interconnecté du Burkina. La mise en service de ces deux installations renforce l'offre d'électricité au pays des hommes intègres, surtout que le niveau actuel de la capacité énergétique du pays reste l'un des plus faibles en Afrique.

Selon les données de l'IRENA, qui est l'agence internationale des énergies renouvelables, la capacité totale installée de production d'électricité du pays était de 437 MW en 2020, avec 339 MW provenant des hydrocarbures. En 2021,

seuls 19 % de la population avaient accès à l'électricité.
In Agence Ecofin

NIGERIA ABUJA ASSOULPIT LA RÉGLEMENTATION SUR LA CIRCULATION DE CRYPTOMONNAIES

La banque centrale du Nigeria a supprimé l'interdiction des transactions en cryptomonnaies imposée aux institutions financières en février 2021. Les restrictions à l'encontre des opérations financières en monnaies numériques, établies en février 2021, sont désormais levées au Nigeria. Le régulateur financier du pays a pris la décision de faciliter les échanges d'actifs numériques. Une circulaire avec de nouvelles directives concernant les fournisseurs de services d'actifs virtuels (VASP) a été adressée à toutes les banques et institutions financières du pays le vendredi 22 décembre. Cette mesure du régulateur nigérian vise à faciliter les transactions d'actifs virtuels ainsi que les entrées de devises. Le nouveau règlement autorise désormais les fournisseurs de services d'actifs virtuels à ouvrir des comptes auprès des banques locales. Le document prescrit entre autres un contrôle rigoureux de procédures KYC (Connaissance de la clientèle) et de lutte contre le blanchiment d'argent.

In Agence Sputnik

SÉNÉGAL

Des solutions technologiques pour faciliter la vie de particuliers et des entreprises

Dans un milieu comme la technologie où les femmes sont encore peu représentées, Diyé Dia représente un exemple à suivre. Elle est à la tête d'Aristarc qui propose notamment des services de conseil en transformation numérique, de développement web et mobiles et de formation.

Diyé Dia est une cofondatrice et la présidente-directrice générale d'Aristarc, une entreprise sénégalaise de développement d'applications web et mobiles qui permet à ses clients de profiter des nombreuses possibilités offertes par le digital, ceci afin d'évoluer en phase avec les exigences du nouveau monde numérique. Originnaire du Sénégal, elle est titulaire d'un diplôme d'ingénieur en informatique et modélisation obtenu en 2011 à l'Institut supérieur d'informatique, de modélisation et de leurs applications. Elle est aussi diplômée de l'université Blaise Pascal de France où elle a obtenu en 2016 un doctorat en informatique, data mining, e-commerce, machine learning, intelligence artificielle. Aristarc, fondée en 2017, offre des services de conseil et de développement web design. Elle propose aussi des formations dans le domaine de la tech et offre des solutions en rapport avec les données et l'IA. Aristarc a conçu et développé deux solutions technologiques. La première, Gabi, est une application mobile, qui permet



de trouver le distributeur automatique de billets le plus proche de soi. La seconde, Scorapp, est une application web destinée aux banques, fonds d'investissement et institutions de microfinance et qui permet de dématérialiser une demande de crédit et de noter le dossier de crédit pour une

meilleure maîtrise du risque. Avant de se lancer dans l'entrepreneuriat, Diyé Dia a été enseignante à temps partiel à l'université Blaise Pascal entre 2012 et 2014. Parallèlement, elle a travaillé comme ingénieur en recherche et développement pour Almerys, une plateforme technologique

et de gestion, au service de l'écosystème de l'assurance santé et prévoyance. En 2016, elle a rejoint Performances Group, une compagnie qui s'est donnée la mission d'accompagner la transformation des économies africaines, comme gestionnaire des projets de données jusqu'en 2018.
In We Are Tech Africa

TUNISIE

Conférence sur les échanges culturels sino-tunisiens

Une conférence sur les échanges culturels et civilisationnels sino-tunisiens a eu lieu ce lundi au palais des Lettres et des Arts, situé à proximité du siège du parlement tunisien à Tunis, avec la participation de chercheurs, d'experts académiques et d'historiens tunisiens et chinois. La conférence est organisée par la Ligue chinoise pour l'entente internationale (CAFIU), une organisation basée à Beijing qui opère notamment des échanges internationaux entre universitaires, groupes de réflexion et autres organisations de la société civile. La conférence a été marquée par la présence de Ji Bingxuan, président de la CAFIU, en tant qu'invité d'honneur de l'événement à la tête d'une délégation chinoise, et par celle du chef du cabinet de la ministre tunisienne de la Culture et directeur de l'Institut national de patrimoine de Tunisie, Tarak Baccouche.

"Cette conférence culturelle contribuera au renforcement de l'entente, de la compréhension, de la coopération et du respect mutuel entre nos deux peuples amis, qui partagent un dénominateur commun, à savoir une

grande civilisation", a déclaré M. Baccouche.

"La Tunisie et la Chine se veulent deux pays qui possèdent deux riches civilisations (...) une série de projets bilatéraux unissent nos deux pays dans plusieurs domaines, notamment la culture, l'archéologie, la civilisation, les arts, la littérature, la sauvegarde du patrimoine, etc", a-t-il dit. "Parmi les outils les plus efficaces sur la voie du renforcement de la coopération tuniso-chinoise, figure la jeunesse. Il faut parier sur nos jeunes pour bâtir les ponts culturels et civilisationnels entre nos deux peuples", a-t-il ajouté. Pour sa part, M. Ji a déclaré : "Au cours de cette visite de deux jours, j'ai profondément ressenti que la Tunisie possède une civilisation diversifiée." Il y a plus de deux mille ans, avec un simple désir d'échanges amicaux, nos ancêtres ont traversé les prairies et les déserts et ont ouvert la Route de la Soie reliant l'Asie, l'Europe et l'Afrique, inaugurant une ère de grands échanges dans l'histoire de la civilisation humaine, a-t-il rappelé.

"En entrant dans une nouvelle ère, la Chine et la Tunisie coopèrent pour

aboutir à des résultats gagnant-gagnant dans la vague de mondialisation économique et marchent main dans la main dans la poursuite du développement national et du renouveau national dans les deux pays", a-t-il indiqué.

Dans le monde d'aujourd'hui, de multiples défis et crises sont entrelacés, la mentalité de la guerre froide persiste encore, diverses tendances culturelles surgissent, la théorie du choc des civilisations et la théorie de la supériorité des civilisations ont émergé, exacerbant les barrières entre les différentes civilisations et entravant sérieusement le développement de la civilisation humaine, a-t-il noté.

Dans ce sens, M. Ji a formulé trois propositions : Premièrement, "nous devons briser les barrières de la civilisation. Cela passe par le maintien de l'égalité et du respect. Il faut abandonner l'arrogance et les préjugés, comprendre profondément la connotation de la civilisation, promouvoir les échanges et le dialogue entre les différentes civilisations, apprendre les uns des autres, coexister harmonieusement et se développer ensemble".

Deuxièmement, "nous devons poursuivre le chemin de la civilisation par l'ouverture et la tolérance." La Chine a toujours insisté sur le renforcement des échanges et du dialogue entre les différentes civilisations, peuples et religions, et s'oppose aux théories du choc des civilisations et de la supériorité des civilisations, et s'oppose à lier le terrorisme à une nation, une religion, un pays ou une civilisation", a-t-il souligné. Troisièmement, "nous devons éclairer la lumière de la civilisation grâce à l'innovation et au développement. Le développement durable de la civilisation nécessite non seulement de préserver et de transmettre l'héritage de génération en génération, mais aussi d'avancer avec son temps et d'innover".

"Le renforcement du dialogue et des échanges entre les civilisations chinoise et tunisienne et la promotion de l'apprentissage mutuel entre les deux pays favoriseront sûrement le développement et le progrès communs des deux civilisations", a conclu le président de la CAFIU.

In Agence Xinhua

GHARDAÏA

L'Etat engagé à aider les clubs et associations de jeunes

Les pouvoirs publics entendent encourager les efforts tendant à promouvoir et propager les activités culturelles, scientifiques, astronomiques dans le milieu de la jeunesse. Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderrahmane Hammad, a affirmé mardi depuis Ghardaïa que l'Etat était disposé à aider et accompagner les différentes associations et les clubs activant dans les établissements et structures de jeunes.

S'exprimant dans un point de presse organisé en marge d'une visite d'inspection du déroulement de la 16^{ème} édition de la semaine olympique "sport sud", M. Hammad a souligné que "les pouvoirs publics encouragent les efforts tendant à promouvoir et propager les activités culturelles, scientifiques et astronomiques dans le milieu de la jeunesse". "Notre objectif est de cultiver et d'encourager dans nos jeunes l'esprit



d'initiative et de créativité dans différents secteurs d'activité ainsi que la promotion et la modernisation de leurs travaux pour en faire des startups performantes", a-t-il soutenu. Le ministre a tenu à préciser que "les objectifs et défis majeurs du secteur de la jeunesse et des sports, portent sur son amélioration et sa modernisation dans tous les domaines en conformité avec les directives du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune". Accompagné du wali de Ghardaïa, Abdellah Abinouar, le ministre s'est enquis dans la commune de

Guerrara distante de 120 km au nord-est du chef-lieu de wilaya du déroulement du camp hivernal de jeunes qu'abrite actuellement plus d'une dizaine d'associations nationales activant dans les domaines d'astronomie et la robotique. La délégation ministérielle a visité les différents stands d'expositions des activités de jeunes où le ministre a pris connaissance dans ses haltes sur l'état de concrétisation du programme de développement des activités sportives dans la wilaya de Ghardaïa en conformité avec les décisions du gouvernement visant l'application

des directives portant le concours et l'accompagnement de la généralisation du sport dans les structures éducatives (écoles, CEM, lycées) ainsi que l'université et l'utilisation rationnelle des structures sportives et leur maintenance. Le ministre a pris connaissance du programme d'investissement de 221 millions de DA octroyé pour la wilaya de Ghardaïa durant l'année 2023 et sa concrétisation par la réalisation de 04 opérations, avant d'annoncer que pour 2024, cinq (5) opérations sont programmées pour un montant de 74 Millions de DA portant sur l'étude, réalisation et équipement de trois piscines (Guerrara, Zelfana et Sebseb) en plus d'un projet d'extension de la direction de la jeunesse et sports et un complexe sportif de proximité à Melika. M. Hammad a, dans ce sens, insisté sur le respect des délais et des normes de réalisations des projets afin que nos jeunes en bénéficient. Auparavant, le ministre a assisté dans la vallée du M'Zab à des rencontres sportives (Boxe, beach-volley et natation) pour des jeunes scolarisés avant de les encourager.

R.S.

CAF PRO

Lancement de la première édition de formation jeudi à Alger

La Fédération algérienne de football (FAF) a annoncé mardi le lancement jeudi à l'hôtel El-Aurassi d'Alger (10h00), de la première édition de formation pour l'obtention de la licence CAF-Pro. "Suite au rapport final de la commission d'examen des dossiers de candidature à la formation pour l'obtention du plus haut diplôme de la CAF Pro, dont le nombre retenu est de 25 dossiers sur 39, remplissant les conditions requises, la Direction technique nationale (DTN) informe du lancement de la première édition de formation, organisée par la FAF en partenariat avec la Confédération africaine de football (CAF)", précise l'instance fédérale dans un com-

munié publié sur son site officiel. Le lancement de formation pour la licence CAF-Pro est une première en Algérie. Il s'agit du badge d'entraîneur le plus élevé de la CAF et dont l'équivalence est reconnue à l'échelle mondiale. Les anciens sélectionneurs de l'équipe nationale de football 'A' auront une dérogation exceptionnelle "pour participer à la session de formation en vue de l'option de la licence CAF Pro, a indiqué récemment à l'APS le président de la FAF Walid Sadi. "Nous avons accordé une dérogation exceptionnelle aux anciens sélectionneurs nationaux pour pouvoir effectuer leur formation afin d'obtenir de la licence Caf Pro, cette décision a été prise

au vu des services rendus par ces techniciens à notre sélection. Des entraîneurs à l'image d'Abdelhak Benchikha et Rabah Saâdane pourront ainsi faire partie des participants", a-t-il déclaré. Cette formation se déroulera sous la supervision de l'instance continentale, et s'étalera sur une période d'une année. Conformément aux directives de la CAF, 25 entraîneurs ont été retenus au titre de la première promotion, parmi les candidats titulaires du diplôme 'CAF A' depuis au moins trois (3) ans et être en activité en tant qu'entraîneur principal cette saison 2023-2024 ou la saison précédente (2022-2023).

APS

TOURNOI NATIONAL DE HANDBALL FÉMININ 'ABDELHAFID-BOUSSOUF':

Le HBC El Biar remporte la 28^{ème} édition

Le HBC El Biar s'est adjugé le trophée de la 28^{ème} édition du tournoi national de handball féminin ' Abdelhafid Bousouf ' clôturée, mardi à Mila, après 3 jours de compétition. Le club d'El Biar, récent vainqueur du Championnat arabe des clubs de handball féminin 2023, a remporté le titre de ce tournoi, organisé par la ligue de wilaya de cette discipline à Mila, en coordination avec la direction locale de la jeunesse et des sports (DJS) Le HBC El Biar a battu le CF Boumerdes sur le score de 24-19, en finale disputée à la salle omnisports, Chahid Tayeb Ben Abderrahmane.

La troisième place du tournoi est revenue au Regroupement Sportif de Sétif, qui a pris le dessus, ce matin, lors de la petite finale, contre le club Fatayat Mila. Six clubs issus des

wilayas de Mila, Alger, Sétif, Boumerdes, Oran et El Oued, ont pris part à la 28^{ème} édition du tournoi de handball féminin Abdelhafid Bousouf. Selon l'entraîneur du club d'El Biar, Abdallah Fateh Moulay, les rencontres se sont déroulées dans une bonne organisation et un bon arbitrage.

Et d'ajouter : " Ce tournoi a également constitué une bonne opportunité de préparation pour le championnat national de handball, soulignant que son Sept a montré un bon visage, ce qui lui permis de décrocher le titre.

Le jury du tournoi a remis le trophée de la meilleure buteuse à Anas Amari (CF Boumerdes), tandis que le trophée de la meilleure gardienne est revenu à Rokaia Harfi (Club d'El

Biar), alors que Rim Guendouz du même club a eu le titre de la meilleure joueuse. Il est à noter que la 28^{ème} édition du tournoi national de handball féminin 'Abdelhafid Bousouf' a été marquée par la participation du club Affaq Mawaheb d'Oran, l'Olympique d'El Oued, club Fatayat Mila, outre les clubs vainqueurs des trois premières places du classement. Pour rappel, les matchs de ce tournoi se sont déroulés dans de "bonnes conditions" dans trois salles omnisports, à savoir celle du Chahid Tayeb Ben Abderrahmane, celle des frères Lazaar de la ville de Mila, ainsi qu'à la salle Hocine Laouar de la commune d'Oued Endja, a fait savoir de son côté, le président de la ligue de wilaya de handball, Hamoudi Souiki.

APS

LIGUE 1 MOBILIS :

LE CLASSICO MCA-JSK LE 6 JANVIER (18H00) AU STADE DU 5-JUILLET

La Ligue de football professionnel (LFP) a dévoilé mardi les dates et horaires des matchs de la 12^e journée du championnat professionnel Mobilis, prévue les 5-6 janvier prochain, et incluant le choc MC Alger - JS Kabylie, programmé le samedi 6, à 18h00, au stade du 5-Juillet (Alger). Trois autres rencontres se joueront le même jour, à commencer par les duels MC El Bayadh - CR Belouizdad et NC Magra - ES Sétif, qui débiteront à 15h00, respectivement au stade Zakaria-Medjoud d'El-Bayadh et au stade Communal de Magra. Le quatrième et dernier match programmé samedi mettra aux prises la JS Saoura et l'USM Khenchela. Son coup d'envoi sera donné à 17h00, au stade du 20-Août 1955 de Béchar. Le bal de cette 12^e journée de Ligue 1 s'ouvrira vendredi après-midi, avec les matchs, US Souf - Paradou AC et ES Ben Aknoun - MC Oran, prévus tous les deux à partir de 15h15, respectivement au stade du 1^{er}-Novembre 1954 d'El-Oued, et au stade du 20-Août 1955 d'Alger. Une demi-heure plus tard, vers 15h45, ce sera au tour de l'USM Alger d'en découdre avec l'ASO Chlef, à laquelle elle rendra visite au stade Mohamed-Boumezrag. Enfin, le huitième et dernier match inscrit au programme de cette 12^e journée de Ligue 1 Mobilis opposera les Sanafir du CS Constantine aux Zibans de l'US Biskra. Le rendez-vous est fixé au vendredi 5 janvier, à partir de 18h30, au stade Chahid-Hamlaoui.

APS

BASKET-BALL/CHAMPIONNAT ARABE DES NATIONS (GROUPE A):

L'ALGÉRIE DOMINE LA SOMALIE (80-75)

La sélection algérienne (seniors/messieurs) de basket-ball a dominé son homologue somalienne 80-75 (mi-temps 40-34), en match disputé mardi au Caire, pour le compte de la première journée (Groupe A), du Championnat arabe des nations, qui se déroule du 26 décembre au 3 janvier en Egypte. Les Verts ont très bien abordé ce match, remportant assez facilement les trois premiers quarts : 19-15, 21-19 et 23-22, avant de concéder le quatrième, sur le score de 17-19. Le Cinq algérien, sous la conduite du sélectionneur Ahmed Bendjabou et de son adjoint Fardjallah Harrouni, jouera son deuxième match le vendredi 29 décembre (15h30) face à la Libye, avant de boucler la phase de poules face à la Mauritanie, le samedi 30 décembre (13h30). Le Groupe (B) est composé de l'Egypte (Organisateur), du Koweït, de la Tunisie, du Maroc et des Emirats arabes unis. Le premier match de ce groupe a opposé la Tunisie au Koweït et l'avantage a finalement tourné en faveur de carthaginois : 85-69 A l'issue de la phase de poules, les quatre premiers de chaque groupe (A et B) se qualifieront en quarts de finale, prévus le lundi 1^{er} janvier 2024.

APS

SOUVENIRS DU CINÉMA POLICIER-COMIQUE ALGÉRIEN

Hadj Abderrahmane, l'inénarrable

« Inspecteur Tahar »

Moustache à la Charlot, air désinvolte, œil torve et lippe sévère : c'est le visage comique et pathétique à la fois du plus grand comique algérien après l'indépendance, celui qui, hélas, trop tôt disparu, n'a jamais été remplacé.

Toujours imité, jamais refait, absent et présent depuis plus de quarante ans comme la figure incontournable du film policier « made in Algeria », un peu à la sauce « Inspecteur Clouzot ».

L'Inspecteur Tahar aura bercé l'enfance de l'ancienne génération avec ses réparties à son adjoint, l'Apprenti : « toujours mon apprenti », ses accents faussement djijéliens et ses envolées lyriques dont il avait le secret.

Ses notices biographiques (wiki et cult.dz) disent que Hadj Abderrahmane, un acteur algérien, né à Télémly (Alger-Centre), le 12 octobre 1940 et mort le 4 octobre 1981 à Paris où il était hospitalisé d'urgence. Il est plus connu sous son surnom, l'Inspecteur Tahar, du nom du personnage qu'il a incarné régulièrement au cinéma dans les années 1960-70 et qui l'a rendu célèbre.

La famille de Hadj Abderrahmane est originaire de la Kabylie. Il passe une enfance et une adolescence très difficile à El Harrach.

Hadj Abderrahmane entre à la RTA dès l'indépendance de l'Algérie. Il est d'abord opérateur technique et caméraman, avant de se lancer dans les aventures de l'Inspecteur Tahar, person-



nage moyen à la naïveté vicieuse, qu'il incarne dans plusieurs films.

Héritier de Rachid Ksentini, de Mohamed Touri ou de Don Quichotte, plein de ressources et d'audace jamais prise en défaut, Hadj Abderrahmane fait du théâtre avec Allel El Mouhib qui est son professeur. C'est ainsi

qu'il joue le moine dans la pièce Monserrat, d'Emmanuel Roblès. Il incarne aussi le curé dans les Fusils de la mère Carare. Sa vie sociale, son enfance, sa nature, ses sentiments les plus profonds le portent sur le drame mais le public en décide autrement et l'oriente, bon gré mal gré, vers le « comique corrosif ».

C'est ainsi que ses aventures avec son complice Yahia Benmabrouk (alias « l'Apprenti »), du Théâtre national algérien (TNA), commencent en 1967 avec « L'Inspecteur mène l'enquête » réalisé par Moussa Haddad, avec lequel il fait longtemps tandem.

Avec ses sketches, il sillonne

l'Algérie sans compter les directs à la télévision. Avec ses encoignures conservatrices, le personnage de l'Inspecteur Tahar est très moderne et colle aux réalités sociales.

Il s'apprête à tourner dans « Le Cadavre du domaine » quand il meurt soudainement le 5 octobre 1981 à Paris.

Filmographie

Cinéma :

1967 : L'inspecteur mène l'enquête, de Moussa Haddad : l'Inspecteur Tahar

1968 : La Souris : l'Inspecteur Tahar

1968 : La Poursuite infernale : l'Inspecteur Tahar

1971 : L'Auberge du pendu

1973 : Les Vacances de l'inspecteur Tahar, de Moussa Haddad : l'Inspecteur Tahar

1977 : L'inspecteur marque le but, de Kaddour Brahim Zakaria : l'Inspecteur Tahar

1978 : Le Chat : l'Inspecteur Tahar

Télévision :

1981 : Le bourreau pleure (téléfilm) d'Abder Isker : Karim

Réalisateur :

1974 : Chaâbia.

I.Med Amine

LE MONODRAME "SDF, EL MOUTACHARIDA"
MET À NU LES TRAVERS DE LA SOCIÉTÉ

Se regarder dans le miroir reflétant

"SDF, El Moutacharida", intitulé d'un monodrame qui met à nu les travers de la société, a été présenté, lundi au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA), dans le cadre de la programmation des spectacles hors compétition du 16^e Festival national du Théâtre professionnel (FNTP).

Écrit et mis en scène par Ahmed Hichem Gandi et rendu par l'époustouflante Fatiha Tahri, "SDF, El Moutacharida" (Sans domicile fixe) donne la parole, devant un public relativement nombreux, à Ghania, une femme sans ressources vivant dans l'errance et la précarité, qui devient, le temps d'une heure de spectacle, témoin de son temps et de sa cité.

Entamant son spectacle depuis la rue, passant par le Commissariat du 16^e FNTP au deuxième étage du TNA, où elle est allée, tout en interprétant son rôle de vagabonde, inviter les gens à venir assister à son spectacle, Ghania, va mettre à nu tous les travers de

la société en passant en revue dans une série de tours d'imitation brillamment menés et réussis plusieurs personnages représentant un microcosme social.

Du chien, de Si Saber et sa fille Warda, qui la persécute pour lui prendre son pot de yaourt, à Zoubir l'éboueur, puis, la jeune fille et son père ventripotents, le religieux, ou encore Messaouda la sourde-muette, entre autres, Ghania va révéler toutes leurs tares et montrer la double vie des uns, l'hypocrisie et les mensonges des autres.

Vivant dans la difficulté et la détresse absolues, Ghania s'estime, malgré tout, heureuse dans son errance et ses accoutrements de vagabonde, car "elle ne doit rien à personne et encore moins à la société".

La scénographie, également œuvre d'Ahmed Hichem Gandi, a consisté en un éclairage judicieux et quelques accessoires, sacs de poubelles, vieux seaux en acier abandonnés, couffin déchiré et quelques

détritus qui jonchent le sol, lieu de vie de Ghania qui a occupé, par un jeu précis et plein, tout l'espace scénique de la salle annexe, Hadj-Omar du Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA).

Fatiha Tahri a commencé la pratique du 4^e Art en 2007, enchaînant les spectacles avec son conjoint Ahmed Hichem Gandi qui, lorsqu'il n'est pas dans la direction du spectacle, écrit et adapte des textes pour les interpréter en groupe avec d'autres comédiens, à l'instar de Larbi Gaoui qui s'est occupé, cette fois-ci, de l'éclairage et du son.

Fatiha Tahri compte à son actif plusieurs distinctions nationales et internationales, dont le Prix de la "Meilleure interprétation" au Festival national universitaire du monologue à Oued Souf et au Festival culturel national de Tindouf.

Le monodrame "SDF, El Moutacharida" est produit par l'Association Boudarga d'El Bayedh

I.Med

TIZI-OUZOU :

Avant-première d'une pièce théâtrale sur le roi Jugurtha en janvier 2024

Un nouveau spectacle théâtral sur la vie et la résistance du roi numide Jugurtha sera présentée en avant-première le 6 janvier prochain au Théâtre régional Kateb-Yacine de Tizi-Ouzou (TRTO), a-t-on appris lundi des organisateurs.

Le texte de la nouvelle pièce d'une heure et 20 minutes produite par l'association Thighri Umezgun (L'appel du théâtre), écrit par Mohamed Ameziane Bourbia, d'après plusieurs ouvrages, et mis en scène par Lyes Arab, raconte la vie et la résistance du roi numide qui fut un redoutable et farouche ennemi de la puissance d'alors, Rome.

"Ce nouveau spectacle ambitionne de mettre davantage en lumière et rendre accessible à un large public la résistance de ce roi qui a tenu tête à la conquête romaine de l'Afrique du Nord", a souligné le président de l'association productrice, Hocine Nedjimi, dans une déclaration à l'APS.

Petit-fils du roi numide Massinissa, Jugurtha, qui avait établi sa capitale à Cirta, actuelle Constantine, voulait restaurer l'unité du royaume de son grand-père, après avoir tué ses cousins, se rebella contre Rome, en livrant une guerre durant près de sept (7) années (111-105).

Il fut trahi par son beau-père, Bocchus, qui le livra aux Romains en échange de la promesse de lui donner une partie des territoires ouest de la Numidie, laquelle a été incorporée dans le Royaume de Maurétanie.

I.Med/avec Agence

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA D'ALGER
DIRECTION DU BUDGET, DE LA COMPTABILITE ET DU PATRIMOINE
NF: 430002000016085

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITES MINIMALES

La Direction du Budget de la Comptabilité et du Patrimoine de la Wilaya d'Alger, lance un avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales pour la réalisation du projet : **Réalisation D'une Route Côtière Sur 1 300 Ml Verte Rive - Bateau Casse.**

Le présent avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacité minimales est destiné aux entreprises :

Cas d'une entreprise soumissionnaire seule :

- ✓ Disposant du certificat de qualification professionnelle en activité principale Travaux publics catégorie huit (VIII) ou plus, code maritimes 344, 4235 et code travaux routiers 345-4252
- ✓ Avoir réalisé un chiffre d'affaire moyen durant ces trois dernières années (2020-2021-2022) ≥ 300 millions de DA;
- ✓ Ayant réalisé au moins un (01) projet de réalisation de port ou aménagement de port avec un linéaire minimal réalisé de 140 ml de jetée ou épi ou quai durant les cinq (5) dernières années, dûment justifiée par une ou plusieurs attestations de bonne exécution délivrées par le maître de l'ouvrage.
- ✓ Ayant réalisé au moins une quantité d'enrochement cadre aménagement côtière d'au moins 4000 tonnes durant les dix (10) dernières années, dûment justifiée par des attestations de réalisation des enrochements délivrée par le maître de l'ouvrage ;
- ✓ Ayant réalisé au moins un projet d'aménagement côtier esplanade côtière et au moins un projet de 01km minimum de réalisation route d'aménagement en 2x2v avec revêtement, justifiés par des attestations de bonne exécution délivrés par des maîtres d'ouvrages;
- ✓ Moyens humains : Ayant au moins un ingénieur (Ingénieur d'état en Travaux Publics ou GC) et un ingénieur topographe
- ✓ Moyens matériels : Grue ≥ 40 tonnes ou Pelle mécanique à grappin avec un justificatif (carte grise ou justification de propriété)

Cas d'un groupement d'entreprises :

Le chef de file doit y avoir les conditions suivantes :

- ✓ Disposant du certificat de qualification professionnelle en activité principale Travaux publics catégorie huit (VIII) ou plus, code maritimes 344, 4235
- ✓ Avoir réalisé un chiffre d'affaire moyen durant ces trois dernières années (2020-2021-2022) ≥ 300 millions de DA;
- ✓ Ayant réalisé au moins un (01) projet de réalisation de port ou aménagement de port avec un linéaire minimal réalisé de 140 ml de jetée ou épi ou quai durant les cinq (5) dernières années, dûment justifiée par une ou plusieurs attestations de bonne exécution délivrées par le maître de l'ouvrage.
- ✓ Moyens humains : Ayant au moins un ingénieur (Ingénieur d'état en Travaux Publics ou GC) et un ingénieur topographe
- ✓ Moyens matériels : Moyens matériels : Grue ≥ 40 tonnes ou Pelle mécanique à grappin avec un justificatif (carte grise ou justification de propriété)

Les membres du groupement doit y avoir les conditions suivantes :

- ✓ Disposant du certificat de qualification professionnelle en activité principale Travaux publics catégorie six (VI) ou plus, code travaux routiers 345-4252
- ✓ Avoir réalisé un chiffre d'affaire moyen durant ces trois dernières années (2020-2021-2022) ≥ 150 millions de DA;
- ✓ Ayant réalisé au moins un projet d'aménagement côtier esplanade côtière et au moins un projet de 01km minimum de réalisation route d'aménagement en 2x2v avec revêtement, justifiés par des attestations de bonne exécution délivrés par des maîtres d'ouvrages;
- ✓ Moyens humains : Ayant au moins un ingénieur (Ingénieur d'état en Travaux Publics ou GC) et un ingénieur topographe
- ✓ Moyens matériels : Pelle mécanique avec un justificatif (carte grise ou carte jaune)

NB: dans le cas d'un groupement, les attestations de bonne exécution peuvent être présentées par l'un des membres.

Les attestations de bonne exécution doivent être détaillées par la consistance des travaux.

Les offres présentées par un groupement conjoint de deux ou de plusieurs entrepreneurs associés doivent répondre aux conditions suivantes :

1. Tous les membres du groupement seront responsables de l'exécution du marché et une déclaration à cet effet devra être jointe à la soumission.
2. L'offre sera signée par le chef de file et sera de telle sorte qu'ils engagent légalement tous les membres du groupement ;
3. Le marché, dans le cas où le groupement serait retenu, sera signé par le chef de file et sera de telle sorte qu'ils engagent légalement tous les membres du groupement ;
4. Un des membres du groupement, qui doit être obligatoirement majoritaire, sera désigné comme responsable principal. Il apportera la preuve que cette désignation a été préalablement autorisée en présentant un pouvoir signé par les signataires dûment autorisés de chacun des membres du groupement ;
5. Le responsable, seul représentant du groupement vis à vis de l'Administration sera autorisé à assumer les responsabilités et recevoir les instructions de tous les membres du groupement ; l'ensemble de l'exécution du contrat lui sera exclusivement confié ; les paiements seront effectués à son nom ;

Un exemplaire du Protocole d'accord liant les membres du groupement devra être joint au dossier.

Les Entreprises intéressées par le présent avis sont invitées à retirer le dossier à partir du premier jour de publication du présent avis sur les quotidiens nationaux ou le BOMOP auprès de la : Direction des Travaux Publics de la Wilaya d'Alger (Bureau des marchés), sis au 125, Rue de Tripoli, Hussein Dey, Alger.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » et « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « à ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - appel d'offres n° ... »

Les offres doivent être déposées à l'adresse indiquée ci-après : **Direction des Travaux Publics de la Wilaya d'Alger, Bureau des marchés. Sis au, 125 de Rue Tripoli – Hussein Dey.**

NB: Le soumissionnaire est tenu de se référer à la liste détaillée consignée dans le cahier des charges (Instructions aux soumissionnaires)

La durée de préparation des offres est de **Quinze (15) jours** à compter de la 1^{ère} parution de l'avis d'appel d'offres sur le BOMOP ou sur les quotidiens nationaux.

Le jour de dépôt des offres techniques et financières correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres.

La durée de validité des offres est égale à la durée de préparation des offres augmentée de Trois (03) mois à compter du dernier jour du délai de préparation des offres.

L'heure limite de dépôt des offres est fixée à **12h00**.

Les entreprises sont invitées à assister à la séance d'ouverture des plis techniques et financiers le jour même de la date de dépôt des offres à **13h00**, au niveau de la : Direction des Travaux Publics de la Wilaya d'Alger 125, Rue de Tripoli – Hussein Dey – Alger

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA D'AIN DEFLA
DAIRA DE HAMMAM RIGHA
COMMUNE DE hammam righa
Numéro d'identification fiscal : 098 44 405 908 0019

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N°01/2024

Le président de l'Assemblée Populaire Communale de HAMMAM RIGHA lance un avis d'appel d'offres ouvert pour la réalisation/l'opération suivant :

Approvisionnement pour les cantines scolaires - alimentation scolaire - pour l'année 2024
lot 04 : la viande rouge, blanche et les oeufs

Les fournisseurs et les institutions compétentes et qualifiés dans la spécialisation, peuvent retirer le cahier des charges auprès de la commune de HAMMAM RIGHA contre paiement **6.000.00 DA** chez le régisseur communal, et les cahiers de charges doit être retiré par le soumissionnaire ou sans représentant. Les offres seront accompagnées des pièces suivantes :

I- Le dossier de candidature :

- 7. La déclaration de candidat(e) dûment remplie - signée, datée et cachetée par le soumissionnaire.
- 8. La déclaration de probité dûment remplie, signée, datée et cachetée par le soumissionnaire.

- Rester documents de dossier de candidature indiquée à l'article 94 (cahiers des charges) concernant les instructions des soumissionnaires

II- Offre technique :

- La déclaration à souscrire dûment remplie, datée, signée et cachetée par le soumissionnaire.
- délai avec planning de livraison précisée en chiffre et en lettres dûment remplie, signée, datée et cachetée par le soumissionnaire
- Le cahier des charges rempli, datée, signée et cachetée par le soumissionnaire portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté » ;

III- offre financière:

- La lettre de soumission dûment remplie, datée, signée et cachetée par le soumissionnaire
- Le bordereau des prix initiaux dûment rempli en chiffre et en lettres signé, daté et cacheté par le soumissionnaire
- Le détail quantitatif et estimatif dûment rempli signé, daté et cacheté par le soumissionnaire

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de fournisseur, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, portant la mention

« à ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres - appel d'offres ouvert n° 01/2024 ».

approvisionnement pour les cantines scolaires - alimentation scolaire - pour l'année 2024
: lot 04 : la viande rouge, blanche et les oeufs

Et envoyer à Monsieur: le président de l'A.P.C. de HAMMAM RIGHA ,

La durée de préparation des offres est fixée à quinze (15) jours à compter de la date de la première publication de l'avis d'appel d'offres dans la presse (en langues arabe et française) ou le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) ou le portail des marchés publics.

- La date et l'heure limite de dépôt des offres est jusqu'à Heures (13 h : 15 mn) date et l'heure d'ouverture des plis des offres technique et financière correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres .
- Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prolongée jusqu'au jour ouvrable suivant.
- les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai de quatre vingt dix (90) jours à compter de la date de dépôt des offres.
- l'ouverture des plis du dossier de Candidature, offres techniques et financières aura lieu au siège de la commune En séance publique à (13 :30) mn au jour même de dépôt.
- les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis.

L'EXPRESS DU 28/12/2023

ANEP : N° 2316032392

République Algérienne Démocratique et Populaire
WILAYA DE BORDJ-SOU-ARRERIDJ
DAIRA DE AIN TACHROUFT
COMMUNE DE TIXTER
NIF N°: 0983426014601

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 06 /2023

Le Président de l'Assemblée Populaire Communale de Tixter, lance Un Appel D'offres National Ouvert Avec Exigence de Capacités Minimales ayant Pour objet de :

RÉALISATION D'UNE ECOLE PRIMAIRE TYPE "01" TIXTER CENTRE -TRANCHE N°01

Les entreprises qualifiées en spécialité : Construction Activité Principale Catégorie Trois (III) et plus peuvent retirer Le cahier des charges relatif auprès du Bureau De Marchés de l'APC De Tixter contre paiement de la somme de cinq mille (cinq) dinars Algériens

- Les offres doivent être déposées au niveau de Secrétariat de Président de l'APC de Tixter

-Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière », selon le cas

Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention :

« Monsieur! le président de l'APC Tixter
"AVIS D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES" N°06/2023
Projet : REALISATION D'UNE ECOLE PRIMAIRE TYPE "01" TIXTER CENTRE -TRANCHE N°01
« A OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLES ET D'EVALUATION DES OFFRES»

I- Le dossier de candidature (coûtée):

- Une déclaration de candidature (selon le formulaire ci-joint) remplie, datée, signée et portant le cachet du soumissionnaire.
- Une déclaration de probité (selon le formulaire ci-joint) remplie, datée, signée et portant le cachet du soumissionnaire
- Copie de statut du soumissionnaire (BAM - EURL - SNC - CSC - SPA...)
- Attestation de dépôt des comptes sociaux pour l'année 2022
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- Copie du registre de commerce électronique - Copie de NIF et NIS
- Copie de l'extrait de rôle valide (inférieure à 03 mois) Agencé ou planifié engagé
- Certificat de qualification et d'habilitation professionnelle Catégorie : Construction Activité Principale, degré III et plus
- Copie des attestations de mise à jour (CNAAN-CANONIS-CANAMPUS)
- Moyens Humains : Attestations d'affiliation au CNAS des personnes de l'encadrement – les diplômés et associations de succès
- Moyens matériels : Liste matériels établie Par Un Huissier De Justice **sa suite de l'avis de ouverture des plis** - Cartes grises avec Assurance
- Bilan fiscalisé pour les années 2020-2021-2022 visés par les services des impôts - C20 et références bancaires.
- Attestation de bonne exécution des travaux similaires concernant l'identification des projets et le montant délivrés par des organismes publics.
- Plans D'exécution des travaux

II - L'Offre Technique (coûtée)

- La déclaration à souscrire (selon le formulaire ci-joint) remplie, datée, signée et portant le cachet du soumissionnaire
- Un mémoire technique justificatif ci-joint rempli, daté, signé et portant le cachet du soumissionnaire
- le cahier des charges rempli, daté, signé et portant le cachet du soumissionnaire, portant à la dernière page - la mention manuscrite « lu et accepté ».

III - L'Offre Financière (coûtée):

- La lettre de soumission (selon le formulaire ci-joint) remplie, datée, signée et portant le cachet du soumissionnaire et le montant de l'offre est inclus.
- Bordereau des prix initiaux rempli en lettres et en chiffres hors taxes rempli, daté, signé et portant le cachet du soumissionnaire.
- Détail estimatif et quantitatif rempli, daté, signé et portant le cachet du soumissionnaire

N.B : Tous les documents joints et les copies doivent être valides à la date d'ouverture des plis.

- La date de dépôt des offres est fixée au **(15) dix-cinq jours** après la première parution de l'avis d'appel d'offres dans les quotidiens nationaux au 13h00 à 13 h 30

- L'ouverture des plis de candidatures, techniques et financières se fera le même jour de dépôt des offres à 14 h 00 de suite en séance publique et en présence des soumissionnaires désirant d'assister, au siège de l'APC-Salle De Réunions-

- Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prolongée jusqu'au jour ouvrable suivant

- Le délai de validité des offres, Conformément à l'article 76 de la Loi n° 23-12 du 5 août 2012 fixant les règles générales relatives aux marchés publics. Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de préparation des offres, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

- Conformément à l'article 70 du décret présidentiel n° 15-24 du 16 septembre 2015 fixant les modalités des marchés publics et des délégations de service public, Le maître d'ouvrage invite l'ensemble des soumissionnaires à participer à la séance d'ouverture des plis.

L'EXPRESS DU 28/12/2023

ANEP : N° 2316032530

L'EXPRESS DU 28/12/2023

ANEP : N° 2316032477

UNE TENDANCE PARTICULIÈREMENT MARQUÉE AUX ÉTATS-UNIS

Les banques ont licencié en masse en 2023

APRÈS LA VAGUE D'EMBAUCHES CONSÉCUTIVE À LA FIN DE LA PANDÉMIE DE COVID-19, LES GRANDES BANQUES VEULENT MAINTENANT RÉDUIRE LEUR MASSE SALARIALE POUR PRÉSERVER LEURS MARGES. UNE TENDANCE PARTICULIÈREMENT MARQUÉE AUX ÉTATS-UNIS, CONSTATE LE "FINANCIAL TIMES".

Vingt banques parmi les plus importantes ont supprimé au moins 61 905 emplois depuis le début de l'année, a calculé le Financial Times. C'est l'une des saignées sociales les plus abondantes depuis la crise

financière de 2007-2008, au cours de laquelle 140 000 personnes avaient été rayées des effectifs du secteur, rappelle le quotidien britannique. Le triste record des licenciements revient à l'établissement helvétique UBS, "qui commence à digérer son ancien rival" Credit Suisse, racheté pour une bouchée de pain (3 milliards d'euros, quand même) au début du printemps. Quelque 13 000 emplois ont déjà été supprimés au sein du nouvel ensemble, "et les analystes s'attendent à des milliers de licenciements supplémentaires" en 2024. Mais

c'est à Wall Street, "où les banques d'investissement peinent à s'ajuster à la rapide hausse des taux d'intérêt aux États-Unis et en Europe", que la casse sociale est la plus forte, note le journal économique. Cette année a été relativement pauvre en acquisitions et introductions en Bourse, des opérations génératrices d'importantes commissions pour ces banques, "ce qui conduit Wall Street à tenter de protéger ses marges bénéficiaires en réduisant ses effectifs". "De nombreux établissements reviennent ainsi sur les embauches qu'ils ont effec-

tuées au sortir de la pandémie", lorsque les transactions, gelées pendant plusieurs mois, étaient reparties de plus belle, enclenchant une vague de "chasse aux talents" et, par conséquent, une hausse des salaires. Ces derniers mois, 12 000 postes ont disparu chez Wells Fargo, 5 000 chez Citigroup, 4 800 chez Morgan Stanley, 4 000 chez Bank of America... "Ensemble, résume le quotidien, les grandes banques de Wall Street ont supprimé au moins 30 000 emplois en 2023."

In Courier international

PUBLICITÉ

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES ARTS

WILAYA DE TIZEL-OUZOU
DIRECTION DE LA CULTURE
MAISON DE LA CULTURE « MOULOUD MAMMERI »

AVIS DE RECRUTEMENT

La Maison de la Culture « Mouloud MAMMERI » de Tizi-Ouzou lance l'ouverture d'un concours de recrutement, sur titre, pour les besoins de ses services

Grade	Mode de recrutement	Conditions d'accès	Nbr de postes vacants	Adresse d'affiliation	Observations
Secrétaire Principal de Direction	Sur titre	Remplit les conditions énoncées au diplôme de technicien supérieur en secrétariat ou d'un titre reconnu équivalent.	01	Maison de la culture « Mouloud MAMMERI » de Tizi-Ouzou	

Les dossiers de candidatures doivent comporter les pièces suivantes :

- * Une demande manuscrite de participation au concours (joindre le N° de tel) ;
- * Une copie de la carte d'identité nationale ;
- * Une copie du Titre ou du diplôme exigé, auquel sera joint le relevé de notes du cursus de formation ;
- * Fiche de renseignements dûment remplie par le candidat (insérer au verso de la fonction publique) ;
- * Autorisation de participation au concours délivrée par l'organisme employeur pour les fonctionnaires ;
- * Attestation de travail justifiant l'expérience professionnelle du candidat s'il y a lieu (Attestation de travail dûment visée par le CNAS pour l'expérience acquise dans le secteur privé) ;
- * Attestation de travail pour les candidats employés dans le cadre du CDD, PDS, DASP plus une copie du contrat ;
- * Une fiche familiale, pour les candidats mariés.

- Le candidat définitivement admis sera préalablement à sa nomination dans le grade et emploi postulé, invité à compléter son dossier par les pièces suivantes :

- * Une Copie certifiée conforme à l'original du document justifiant la situation de candidat vis à vis du service national
- * Un Extrait du casier judiciaire N°01 en cours de validité.
- * Certificat de résidence.
- * Un extrait d'acte de naissance N°03
- * Deux (02) certificats médicaux (généraliste et médecine générale).
- * Deux (02) photos d'identité

- Les dossiers de candidatures doivent être déposés à la Maison de la Culture « Mouloud MAMMERI » de Tizi - Ouzou à compter de la première parution du présent avis et adressés à Madame la Directrice de la Maison de la Culture « Mouloud MAMMERI » de Tizi Ouzou dans un délai de quinze (15) jours ouvrables.

Observation : Tout dossier incomplet ou arrivé hors délai ne sera pas pris en considération.

L'EXPRESS DU 28/12/2023

ANEP : N° 2316032516



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA : D'ADRAR
DAIRA : FENOUGHIL
COMMUNE : TAMENTIT

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE D'UN MARCHÉ (POUR CORRECTION)

conformément aux dispositions de l'article:82 du décret présidentiel no 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public le président de L'APC de la commune de tamentit informe l'ensemble des soumissionnaires par avis appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales n° 03 / 2023 concernant :

Réalisation De Route Revete Menant à L'ancien Palais (1^{ère} tranche)

Parue dans les quotidiens suivants :

- * « EL BAHJA NEUZE » du 11 / 09 /2023
- * « L'EXPRESS » du 11 / 09 /2023

Du résultats de la commission d'évaluation des offres des soumissionnaires retenus :

N°	Entreprise retenue	Note technique	Montant proposer DA en ttc	Delai d'exécution	Observation
01	ETB DES GRAND TRAVAUX PUBLIC ET HYDROLIQUE ET DES TRAVAUX DES ROUTES : CHBILI MABROUK	52.00	17 360 321. 00	02 mois	Moins disant

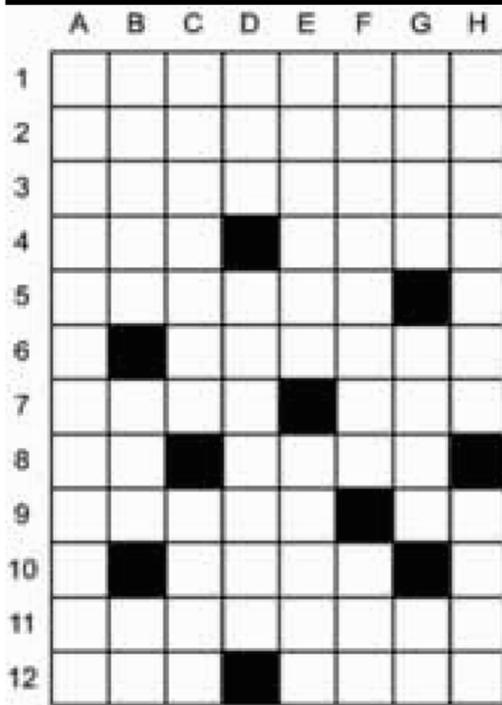
N.B : en application du décret présidentiel no 15/247 du 16/09/2015 portant règlementation des marchés publics et des délégations de service public, le service contractant invite tous les soumissionnaires désireux de consulter leurs ponctuations technique et financières contacter nos services dans un délais de 03 jours à compter de la date de la 1^{ère} parus avis dans la presse.

- * NIF du service contractant : 098501149016232
- * NIF du bénéficiaire: 796505429022706

- les soumissionnaires contestant le choix opéré par le maître d'ouvrage peuvent introduire leurs recours dans un délai de dix (10) Jours à compter de la date de publication du présent avis dans les journaux nationaux auprès de la commission des marchés de la commune de TAMENTIT si coïncide un jour férié , elle sera reportée au jour ouvrable suivant .

Mots Croisés

LES MOTS FL CH S



VERTICALEMENT

- A. Outil de découpe.
- B. Distance en mer. Recru. Fameux anonyme.
- C. Qui bouge. Méconterta certainement.
- D. Lieu pour se désaltérer. Mauvaise passe au rugby.
- E. Destination de voyage. Oiseaux raflés d'Australie.
- F. Repoussant. Qui n'est donc pas resté de glace.
- G. Une huile dans le pétrole. Qui manquent de dynamisme. Terminaison de verbe.
- H. Choisis de nouveau par un vote. Préparé à toute éventualité.

HORIZONTALEMENT

- 1. Construire.
- 2. Jeudi fêté en se grimant.
- 3. Fossilé.
- 4. C'est toujours bon à entendre. Société unipersonnelle.
- 5. Méditant.
- 6. Premier morceau du pain.
- 7. Elle inspira Aragon. Pas à eux.
- 8. Pascal. Couvert.
- 9. Il réunit des musulmans. Secteur postal.
- 10. Prince troyen, héros de Virgile.
- 11. Passer un déguisement.
- 12. École de cadres supérieurs. En qui on peut avoir confiance.

EDUCATION STRICTE
ALLER AU PROCÈS
TOURNE DE TRAVERS
COURTE MFO
FERA DE LA PLACE
LES FONT DES BUS LES PRÉS DU PO

ES SEAN BIEN NÉS
BONNE ISOLATION
BON POUR LA LIÈGE
MONTE-CHARGE
ESPRITS DE CORPS
MI-CLOSE

MOMENT TRISTE
CHÂTEAU DE LA LOIRE
BIEN DÉFIDÉ

CHARME PARTICULIER
FOURGON
EMPE-RIEUR

GIGA-OCTET
DESSERT CHANTILLY
BOUTE
BERCEAU DE BATEAU

FORMULE
ICARE SE NOYA PRÈS DE CETTE ÎLE
ÉTRE MOU ET NON-CHALANT
CELA SE PASSE EN INCE
ABÏME
VEULENT AVOIR À L'ÉGURE
MÏSE EN BARLE
LÉON DE BIFFINS
BEN AU-DESSUS DU SOL

HOMME DE BIENS
ARBUSTE DU YEMEN
BATELIER

COMPÉTITION
ON LE DIT POUR LA VIE
ON L'UTILISE POUR MONTRER
AVANT LA MANÈRE OU LA MATIÈRE

PRINCE VICTIME D'UN CAS ROUSSE
INSTRUMENT DE LABORATOIRE

ZONE À URBA-NISER EN PRIORITE
PRÉDIRE UNE RÉUSSITE INCER-TAINE

SIDOKU

	6		3		8	4		
	4	2						
					9		6	8
7				2			5	
						9	8	7
4				6			1	
					2		9	6
	3	1						
	8		5		3	1		

1 2 3 4 5 6 7 8 9

MOTS MÊLÉS

ABATTIS AMANT ANIS AUDITOIRE AXEL BERNIQUE CASE CHAUSSEUR DEVOT
ENNUI FEERIQUE GAGNE GALOPIN GAVOTTE GUAI JURISTE MINER NOTER
OVATION PERIL SAVONNEUX STUDIO TAQUIN TIRER TONNERRE VARAN VIVIPARE
VIVRE

R	A	E	E	B	D	R	N	L	E	X	A
U	B	O	R	E	E	A	I	R	U	E	E
E	A	N	V	R	R	R	I	E	N	T	U
S	T	O	I	A	E	O	N	N	I	S	Q
S	T	T	V	P	T	N	U	I	U	I	I
U	I	U	O	I	O	I	N	M	O	R	R
A	S	N	D	V	N	L	O	O	A	U	E
H	G	U	A	I	A	M	A	N	T	J	E
C	A	S	E	V	O	G	A	G	N	E	F

ELLES SIGNENT UN NOUVEAU PROTOCOLE D'ACCORD

ALGÉRIE TÉLÉCOM ET DJEZZY RENFORCENT LEUR COOPÉRATION

L'opérateur historique des télécommunications du pays, Algérie Télécom, et Djazzy sont heureux d'annoncer la signature d'un protocole d'accord de partenariat visant à renforcer davantage leur collaboration fructueuse dans le but d'offrir des services de haute qualité aux citoyens, peut-on lire dans un communiqué parvenu à notre rédaction. La cérémonie de signature s'est tenue au siège de Djazzy à Dar El Beida, en pré-

sence de Monsieur Mahieddine Allouche, Directeur Général de Djazzy, et de Monsieur Adel Bentoumi, Président Directeur Général d'Algérie Télécom, ainsi que des cadres des deux entreprises. Ce nouveau partenariat stratégique, entre les deux entreprises étatiques, s'étend sur plusieurs domaines, incluant notamment la promotion des produits et services, ainsi que le développement des contenus numériques, soulignant

ainsi leur volonté commune de contribuer au développement des télécommunications en Algérie. Il est à rappeler qu'un premier partenariat a été signé entre Algérie Télécom et Djazzy, le 1^{er} décembre 2022. Ces accords témoignent d'une approche innovante et d'une vision partagée, reflétant l'ambition conjointe de ces deux entreprises étatiques d'élever les standards dans le domaine des télécommunications dans notre pays.



Alger
● 16°
● Ouargla
19°
● Oran
19°
Constantine
● 17°

16

FADJR	DOHR	ASR	MAGHREB	ISHA
06:18	12:49	15:23	17:41	19:10

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // JEUDI 28 DÉCEMBRE 2023 // N°714 // PRIX 20 DA

ENERGIES RENOUVELABLES

Un milliard de dollars d'investissement prévus

Sonelgaz a attribué de manière provisoire 19 marchés portant réalisation de 19 centrales photovoltaïques d'une capacité au total de 2 900 MW, soit environ 20% du programme des 15 000 MW devant être achevé à l'horizon 2035.

L'année 2023 correspond à la sélection des entreprises et consortiums appelés à réaliser 15 centrales photovoltaïques d'une capacité de 2000 MW et 5 centrales photovoltaïques dans le cadre du projet Solar 1000 MW. Sonelgaz a attribué en novembre dernier 14 lots sur les 15 proposés dans le marché de 2000 W, le 15^{ème} étant annulé en raison du coût élevé du kWh/heure proposé. Les entreprises ou consortiums retenus doivent ainsi réaliser 14 centrales photovoltaïques d'une capacité de 1900 MW au total.

Il s'agit donc d'un méga contrat qui nécessitera plus d'1 milliard de dollars d'investissement. Dans cet appel d'offres de 2000 MW, les entreprises chinoises ont raflé la majorité des lots : 73% des lots, indique le cluster énergie solaire. Le consortium chinois CWE-HXCC-YREC a raflé 5 lots sur les 14 lots. D'autres entreprises chinoises comme CSCEC et Powerchina ont également décroché des lots. Les entreprises



algériennes ont, eux, raflé 5 lots, soit les marchés portant réalisation de 5 centrales photovoltaïques d'une capacité de 510 MW. Cosider associé à l'italien Fimer a raflé 2 lots (270 MW).

La société privée algérienne Zergoune Green Energy associé au turc Ozgun a remporté un lot (80 MW). L'autre société privée algérienne Eurl Hamdi a remporté 2 lots (160 MW). Le prix du kWh moyen proposé est de 7,38 dinars. Il s'agit d'un prix du kWh/h très bas en comparaison avec les prix proposés dans les autres appels d'offres internationaux.

Le taux d'intégration locale : 35 % exigé a favorisé les entreprises algériennes, notamment Zergoune Green Energy qui fabrique des panneaux solaires loca-

lement. Quant au projet Solar 1000 MW prévoyant la réalisation de cinq centrales photovoltaïques, l'annonce des résultats de l'ouverture des plis financiers est très récente. Les entreprises algériennes ont raflé la totalité des lots. Résultat d'un critère de sélection important : le taux d'intégration locale. Dans cet appel d'offres, la société privée algérienne Amimer Energie a raflé deux lots : l'un de 50 MW, l'autre de 100 MW.

Cosider associé à l'italien Fimer a remporté les lots 4 et 5 : soit une centrale de 300 MW, une autre centrale de 250 MW. La société algérienne privée Eurl Bouzida associé au turc Ozgun a remporté le lot 3, une centrale photovoltaïque d'une capacité de 300 MW. Le prix du kWh/h proposé se

situe entre 4 et 6 dinars, soit moins que dans l'appel d'offres de 2000 MW. Sonelgaz a donc retenu les offres kWh /h et du coût d'investissement les moins disants. Les délais de réalisation proposés dans les deux appels d'offres se situent entre 10 et 24 mois. Sonelgaz, enfin, est sur le point de signer les contrats avec les entreprises et consortium retenus pour le lancement des travaux de ces 19 centrales photovoltaïques projeté pendant le premier trimestre 2024. Cet effort de Sonelgaz sera appuyé par le lancement en janvier 2024 de l'appel d'offres 3000 MW. Si tout se passe bien en 2026-2027, l'Algérie disposera d'une capacité de production de près de 6000 MW. A noter que dans ce programme de 15.000 MW, il est également prévu la réalisation de fermes éoliennes. Selon un spécialiste des ENR, l'Algérie dispose d'un potentiel éolien très important. Pour régler le problème de l'intermittence la nuit, l'éolien pourrait se combiner avec le solaire pour produire 24/24 de l'énergie au lieu d'utiliser de l'énergie fossile. Ce qui a pour impact l'économie de quantités de gaz pour l'exportation ou pour les générations futures.

K.R.

ATTAF REÇOIT LE NOUVEL AMBASSADEUR DE SYRIE EN ALGÉRIE



Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, a reçu hier, M. Maher Annan Baddour, qui lui a remis les copies figurées

des lettres de créance l'accréditant en qualité de nouvel ambassadeur de la République arabe syrienne en Algérie, indique un communiqué du ministère.

LA JOURNÉE DU LUNDI 1^{ER} JANVIER 2024 CHÔMÉE ET PAYÉE

La journée du lundi 1^{er} janvier 2024, marquant le début du Nouvel An, sera chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, indique un communiqué de la Direction générale de la Fonction publique et de la Réforme administrative, rendu public. «A l'occasion du Nouvel An et conformément à la loi numéro 63-278 du 26 juillet 1963, modifiée et complétée, fixant la liste des fêtes légales, la journée du lundi 1^{er} janvier 2024 est chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics et privés, ainsi que pour les personnels des entreprises publiques et privées, tous secteurs et statuts juridiques confondus, y compris les personnels payés à l'heure ou à la journée », précise la même source. Toutefois, les institutions, administrations, établissements, offices et entreprises précités sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuité des services organisés en mode de travail posté, ajoute le communiqué.

R.N.

FINANCE ISLAMIQUE

Le CPA lance de nouveaux produits destinés aux investisseurs

Le Crédit populaire d'Algérie (CPA) lancera, à partir du premier trimestre de l'année 2024, de nouveaux produits destinés aux investisseurs, dans le cadre de la finance islamique, a indiqué le chef du département de la finance islamique au sein de cette banque publique, Sofiane Mazari. Il a indiqué que le département de la finance islamique au sein de la banque publique tend à « ériger l'année 2024 en une année d'accompagnement des projets d'investissement et de consolidation de la contribution de la finance

islamique au financement de l'économie nationale, à travers la consolidation et l'élargissement du reste des produits et des prestations de finance conformes aux dispositions de la Charia ». Parmi ces formules de financement, ajoute le même responsable, figure la formule « Istisna'a » destinée au financement des projets qui requièrent des réalisations, à l'instar des usines, des bâtisses et des infrastructures. La banque publique se chargera du financement de la réalisation de ces projets, qu'elle vendra par la

suite à l'investisseur moyennant une marge bénéficiaire à verser par tranches. La banque publique proposera également dans le cadre de la finance islamique la formule « Essilm » en vue de financer la session d'exploitation de l'activité, laquelle consiste en l'achat de marchandises ou de matières premières par la banque auprès de l'opérateur économique en payant cash, en vue de lui permettre (à l'opérateur) d'obtenir de la liquidité pour financer son activité, la banque se chargeant, par la suite, de

revendre ces produits avec une marge bénéficiaire. Il a fait savoir, dans ce sens, que ces nouveaux produits attendent le feu vert des parties concernées en vue de les lancer. Dans un bilan de la banque sur l'activité de la finance islamique, le même responsable a indiqué que la valeur des dépôts au niveau du CPA a dépassé 34 milliards de DA jusqu'au 21 décembre, enregistrant ainsi une hausse par rapport à juillet 2023, où elle a dépassé 29 Mds DA.

R.E.

